

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2744

4 novembre 2013

SOMMAIRE

Anglo Securities Luxembourg S.à r.l.	131697	K200 Finance S.à r.l.	131672
Caspian Luxembourg Holdings S.à r.l. ..	131666	Koch Chemical Technology International S.à r.l.	131677
CEP Holdings S.à r.l.	131667	KTS Kensington Square Trust S.à r.l.	131672
CH International (Luxembourg)	131666	Lamandier Investments S.A.	131677
CLS Investments S.à r.l.	131667	Le Chêne au Corbeau S.A.	131677
CLS Palisade S.à r.l.	131667	Le Chêne au Corbeau S.A.	131671
CLS Sweden S.à r.l.	131668	Le Jardin de Pékin	131671
Cocoa Investment S.à r.l.	131666	Lendico Austria	131670
CVI Orient S.à r.l.	131668	Lendico Denmark	131671
Dachstein S.à r.l.	131668	Lendico France	131675
DKG-Lux SA	131711	Lendico Holding	131675
Dynamic Asset Management Company (Luxembourg) S.A.	131667	Lendico Italy	131675
Edilux S.à r.l.	131712	Lendico Netherlands	131676
Ektornet Latvia S.A.	131712	Lendico Norway	131674
Epicentre Europe Holding S.à r.l.	131666	Lendico Poland	131674
Europarking S.A.	131711	Lendico Russia	131674
Fachmarkt Luxembourg Holdings S.à r.l.	131712	Lendico Spain	131673
Feschbecher Weiher Sàrl	131669	Lendico Turkey	131676
Fin-Contrôle S.A.	131670	L.M.B.V. S.à r.l.	131671
Finmal S.A.	131670	L.M. Construction S.à r.l.	131672
Firebird Mongolia Holdings S.à r.l.	131670	Lubelstore	131676
First Data International Luxembourg IV S.à r.l.	131669	Luxembourg Brands S.à r.l.	131673
First Estate and Car Consulting (F.E.C.C.) S.A.	131669	Luxembourg e-archiving	131673
Freepost S.à r.l.	131669	Luxembourg Finance S.à r.l.	131672
FundTap S.à r.l.	131669	Luxembourg Finance S.à r.l.	131674
Futuradent G.m.b.H.	131695	Luxpai Holdo S.à r.l.	131675
Futuristic Brands S.A., SPF	131668	Lux Rep S.à r.l.	131673
Générale Luxembourgeoise Import, Ex- port, Distribution	131668	Marco Luxe	131677
Heraldic HoldCo S.à r.l.	131678	Northern Lights Investment S.A.	131676
		Triton III No. 16 S.à r.l.	131678
		T-Systems Luxembourg SA	131690
		XL-Link S.A.	131696

Epicentre Europe Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 179.929.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134055/10.

(130163148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

CH International (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.687.

Le bilan au 30 septembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013133984/10.

(130163283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Cocoa Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 160.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 179.683.

EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Christophe Gaul, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013133960/16.

(130162904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Caspian Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 163.360.

EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Christophe Gaul, gérant de la société susmentionnée, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- Madame Constance Collette, gérant de la société susmentionnée, née le 21 juin 1976 à Luxembourg, demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013133952/18.

(130162906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

CEP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.608.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 113.746.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale annuelle du 19 septembre 2013 nommé nouveau gérant de classe A pour une durée indéterminée Monsieur John Francis KOBER III, vice-président et corporate controller CIRCOR International Inc., avec adresse professionnelle 30 Corporate Drive, Suite 200, Burlington, MA 01803, USA en remplacement du gérant démissionnaire M. Frederic M. BURDITT.

Pour CEP HOLDINGS S.à r.l.
Société à responsabilité limitée
SOFINEX S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2013133975/17.

(130162633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

CLS Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 125.183.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Samuel Haas.

Référence de publication: 2013133991/10.

(130163360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

CLS Palisade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 125.155.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Samuel Haas.

Référence de publication: 2013133993/10.

(130163359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Dynamic Asset Management Company (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 63.960.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 19 juin 2013: nomme les administrateurs suivants pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires en 2014:

- Monsieur Franck Janura, avec adresse professionnelle à CH-1204 Genève, quai de la Poste 12,
- Monsieur Alexandre Kuhn, avec adresse professionnelle à CH-1204 Genève, quai de la Poste, 12,
- Monsieur Didier Neuvecelle, avec adresse professionnelle à CH-1204 Genève, quai de la Poste, 12,
- Docteur René Sieber, avec adresse professionnelle à CH-1204 Genève, quai de la Poste, 12,
- Monsieur Christian Wolf, avec adresse professionnelle, à L-1249 Luxembourg, rue du Fort Bourbon 15.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134042/17.

(130163501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

CVI Orient S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 13.078,24.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 177.700.

En date du 18 septembre 2013, l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Cécile Gadisseur de ses fonctions de gérante avec effet immédiat.
- Nomination de Madame Paulina Denis, employée privée, née le 25 octobre 1982 à Radom, Pologne, avec adresse professionnelle au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, aux fonctions de gérante avec effet immédiat.
- Nomination de Monsieur Serge Maton, employée privée, née le 25 août 1969 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 25, Great Pulteney Street, W1F 9LT Londres, aux fonctions de gérante avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2013.

Référence de publication: 2013134008/16.

(130163093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Dachstein S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Samuel Haas.

Référence de publication: 2013134013/10.

(130163357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

CLS Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Samuel Haas.

Référence de publication: 2013133994/10.

(130163358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Futuristic Brands S.A., SPF, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 76.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134115/9.

(130163265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Générale Luxembourgeoise Import, Export, Distribution, Société Anonyme.

Siège social: L-3253 Bettembourg, 43, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 42.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134116/9.

(130163010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

First Data International Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 54.143.625,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.660.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2013134092/13.

(130163683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Freepost S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 113.017.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrice Gallasin.

Référence de publication: 2013134094/10.

(130163403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

FundTap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 145.603.

Les comptes annuels au 31/12/2012 de la société FundTap S.à r.l., Société à responsabilité limitée, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134095/10.

(130163007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Feschbecher Weiher Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7430 Fischbach, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 123.235.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le gérant

Référence de publication: 2013134097/10.

(130163329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

First Estate and Car Consulting (F.E.C.C.) S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 56, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 104.946.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FIRST ESTATE AND CAR CONSULTING (F.E.C.C.) S.A.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013134106/11.

(130163018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Firebird Mongolia Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 154.863.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23. Septembre 2013.

Référence de publication: 2013134091/10.

(130163001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Fin-Contrôle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 42.230.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 17 septembre 2013

Conformément aux dispositions de l'article 64(2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un Président en la personne de Monsieur Thierry JACOB, employé privé, né le 7 juillet 1967 à Thionville (France), résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2015.

Certifié sincère et conforme

Signatures

Référence de publication: 2013134101/15.

(130163221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Finmal S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 31.143.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/09/2013.

Pour: FINMAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013134104/15.

(130163030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Austria, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.214.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante :

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Austria

Référence de publication: 2013134235/14.

(130163562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Denmark, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.208.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Denmark

Référence de publication: 2013134236/14.

(130163486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Le Jardin de Pékin, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9233 Diekirch, 35, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 175.292.

Procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 12 septembre 2013 au siège social

Ordre du jour:

1) Changement des gérants.

2) Changement du pouvoir de signature

Madame Wei Xia HOU et Monsieur Yong LIANG, représentant la totalité des associés ont pris les résolutions suivantes:

1) Madame Wei Xia HOU, demeurant à L-8805 Rambrouch, 14, rue Principale est révoquée comme gérante unique.

2) Madame Wei Xia HOU est nommée comme gérante administrative.

3) Monsieur Yong LIANG, demeurant à L-8805 Rambrouch, 14, rue Principale est nommé comme gérant technique.

4) La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature individuelle de la gérante administrative ou du gérant technique.

Diekirch, le 12 septembre 2013.

Yong LIANG / Wei Xia HOU.

Référence de publication: 2013134234/19.

(130163479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Le Chêne au Corbeau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 128.868.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Le Chêne au Corbeau S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013134233/11.

(130163464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

L.M.B.V. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 68.420.

Le bilan au 28 février 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013134231/10.

(130163625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

K200 Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.550,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 139.415.

EXTRAIT

En date du 19 septembre 2013, l'associé unique de la Société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Jacques de Patoul, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 22 août 2013.
- Erik Johan Cornelis Schoop, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la Société avec effet au 22 août 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134229/15.

(130163002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

L.M. Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3313 Bergem, 95, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 102.292.

EXTRAIT

Il découle du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 09 septembre 2013 les décisions suivantes:

- d'accepter, à compter du 09 septembre 2013, la cession de 25 parts sociales détenues par Monsieur Felismino LOPES DA MOTA, domicilié 10, rue des Parmentiers F-57070 METZ à Monsieur Avelino LOPES DA MOTA, demeurant 11, rte de Peppange L-3270 BETTEMBOURG, pour le prix convenu entre parties.
- d'accepter, à compter du 09 septembre 2013, la cession de 25 parts sociales détenues par Monsieur José Avelino LOPES DA MOTA, domicilié 2, rue Saint Chrodegang F-57000 METZ à Monsieur Avelino LOPES DA MOTA, demeurant 11, rte de Peppange L-3270 BETTEMBOURG, pour le prix convenu entre parties.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 septembre 2013.

RODRIGUES Christina.

Référence de publication: 2013134230/17.

(130163012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

KTS Kensington Square Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 143.427.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013134226/10.

(130163150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 124.783.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013134261/12.

(130163305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lux Rep S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 144.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134257/9.

(130163109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Luxembourg e-archiving, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 149.827.

Résolution circulaire du conseil d'administration de Luxembourg e-Archiving S.A. en date du 16 septembre 2013.

Le Conseil d'Administration de la Société (ci-après «le Conseil») a pris à l'unanimité la décision suivante:

Suite à la démission avec effet au 15 septembre 2013 de Monsieur Paul Peckels en tant qu'administrateur de la Société, les administrateurs restants cooptent Madame Edith Magyarics, domiciliée professionnellement au 13-15, Parc d'Activités, L- 8308 Capellen comme nouvel administrateur, à côté de Messieurs Jos Glod et Marc Rosenfeld. En principe, Madame Magyarics terminera le mandat de Monsieur Peckels, qui s'achèvera lors de l'assemblée générale annuelle en 2015.

Cette nomination est faite sous réserve de non-opposition de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Le 16 septembre 2013.

Jos Glod / Marc Rosenfeld
Président du Conseil / Administrateur

Référence de publication: 2013134258/17.

(130163019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Luxembourg Brands S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.476.

Dépôt rectificatif du dépôt du 6 mai 2013 numéro L-130071180.

Le prénom de la gérante de classe A nommée par les résolutions de l'associé unique signées en date du 3 mai 2013 doit se lire "Desislava Alexsandrova" et non pas "Dessi" qui se trouve être un diminutif et non pas son prénom.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Signature
Le mandataire

Référence de publication: 2013134260/15.

(130163049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Spain, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 180.213.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Spain

Référence de publication: 2013134244/13.

(130163774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Russia, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 180.207.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Russia

Référence de publication: 2013134243/14.

(130163571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Poland, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 180.210.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Poland

Référence de publication: 2013134242/14.

(130163540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Norway, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 180.224.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Norway

Référence de publication: 2013134241/14.

(130163767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 124.783.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013134262/12.

(130163646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico France, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.206.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico France

Référence de publication: 2013134237/14.

(130163569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Holding, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.216.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Holding

Référence de publication: 2013134238/14.

(130163770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Italy, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.212.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Italy

Référence de publication: 2013134239/14.

(130163532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Luxpai Holdo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 5.389.149,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.250.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2011 de sa société mère, PROSEGUR, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134264/12.

(130162964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Netherlands, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.209.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Netherlands

Référence de publication: 2013134240/14.

(130163547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lendico Turkey, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.211.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé et gérant de la Société, CIS Internet Holding S.à r.l., est désormais la suivante:

- CIS Internet Holding (GP)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Lendico Turkey

Référence de publication: 2013134246/14.

(130163503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Northern Lights Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 167.661.

Rectificatif au dépôt L130066790

Il est à noter que Deloitte Audit S.à r.l. est nommé au poste de Réviseur d'entreprise et non au poste de Commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Northern Lights Investment S.A.

Martin Paul Galliver

Administrateur B

Référence de publication: 2013134330/14.

(130163347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lubelstore, Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.197.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue au siège social en date du 28 juin 2013

1. Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes

L'Assemblée décide de renouveler le mandat du commissaire aux comptes pour une durée de 3 ans:

* Fiduciaire Thissen & Partners SCRL, rue de Bouhémont 21 - 4950 Waimes R.P.M. Verviers 0473 937 644

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Référence de publication: 2013134282/12.

(130163693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Koch Chemical Technology International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.201.000,00.**

Siège social: L-3451 Dudelange, Zone Industrielle Riedgen.

R.C.S. Luxembourg B 93.554.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 23 septembre 2013.

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Référence de publication: 2013134224/15.

(130163027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Le Chêne au Corbeau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 128.868.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires et par le conseil d'administration en date du 5 septembre 2013

1. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.

2. M. Jonathan MIGNON, administrateur de sociétés, né à Libramont (Belgique), le 25 juillet 1988, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

3. Mme Valérie PECHON a été nommée comme présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Le Chêne au Corbeau S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013134232/19.

(130163394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Marco Luxe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 125.273.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013134304/10.

(130163225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lamandier Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 161.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013134267/10.

(130163061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

**Heraldic HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Triton III No. 16 S.à r.l.).**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 143.939.

—
In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of August,

before us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present deed.

There appeared:

(1) Triton Managers III Limited, a limited liability company governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 98417, acting as general partner of Triton Fund III General Partner L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 1080, itself being the general partner of:

(i) Triton Fund III L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1081 ("Triton Fund III L.P."),

(ii) Triton Fund III Executives L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1082 ("Triton Fund III Executives L.P."),

(iii) Triton Fund III F&F No. 2 L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1084 ("Triton Fund III F&F No. 2 L.P."),

(iv) Triton Fund III F&F No. 3 L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1085 ("Triton Fund III F&F No.3 L.P."),

(v) Triton Fund III F&F No. 4 L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1116 ("Triton Fund III F&F No. 4 L.P."),

(vi) Triton Fund III F&F G L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1083 ("Triton Fund III F&F G L.P."),

(vii) Triton Fund III No.2 L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, and registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1213 ("Triton Fund III No.2 L.P."),

(2) Triton Managers III Limited, acting as general partner of Triton Fund III G L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1197 ("Triton Fund III G L.P.")

(3) TFF III Limited, a company governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 101339 ("TFF III Limited"), acting in its capacity as general partner of Triton Fund III F&F L.P., with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1079 ("Triton Fund III F&F L.P.").

(collectively, the "Shareholders")

hereby all represented by Me Marc Frantz, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given by each Shareholder on 27th August 2013.

The said proxies, signed by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders requested the undersigned notary to document that the Shareholders are all the shareholders of Triton III No. 16 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having been incorporated following a notarial deed dated 23 December 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 201 of 29 January 2009 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143.939 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The Shareholders, represented as above mentioned, declaring to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To change the Company's corporate name from "Triton III No. 16 S.à r.l." into "Heraldic HoldCo S.à r.l."
 2. To re-denominate the existing one hundred twenty-five thousand (125,000) class A shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class B shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class C shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class D shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class E shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class F shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class G shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class H shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class I shares, and one hundred twenty-five thousand (125,000) class J shares into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) ordinary shares.
 3. To reclassify nine thousand nine hundred (9,900) of these ordinary shares into nine (9) new classes of share namely class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares and class I shares, by converting nine thousand nine hundred (9,900) existing ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, into one thousand one hundred (1,100) class A shares, one thousand one hundred (1,100) class B shares, one thousand one hundred (1,100) class C shares, one thousand one hundred (1,100) class D shares, one thousand one hundred (1,100) class E shares, one thousand one hundred (1,100) class F shares, one thousand one hundred (1,100) class G shares, one thousand one hundred (1,100) class H shares and one thousand one hundred (1,100) class I shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.
 4. To increase the share capital of the Company by an amount of four million three hundred ninety-four thousand three hundred sixty-four euro and forty-four cent (EUR 4,394,364.44) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to an amount of four million four hundred six thousand eight hundred sixty-four euro and forty-four cent (EUR 4,406,864.44) without issuing new shares to the existing shareholders, by increasing the nominal value of the existing shares by an amount of three point five one five four nine one five five two euro (EUR 3.515491552) so as to raise it from one euro cent (EUR 0.01) per share to three point five two five four nine one five five two euro (EUR 3.525491552) per share, by a contribution in kind.
 5. To decrease the share capital of the Company by an amount of four million three hundred ninety-four thousand three hundred sixty-four euro and forty-four cent (EUR 4,394,364.44) so as to reduce it from its present amount of fifteen million twelve thousand five hundred euro (EUR 4,406,864.44) to an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), without cancelling any shares, by decreasing the nominal value of the existing shares by an amount of three point five one five four nine one five five two euro (EUR 3.515491552) so as to reduce it from three point five two five four nine one five five two euro (EUR 3.525491552) per share to one euro cent (EUR 0.01) per share and to allocate the surplus to the share premium account.
 6. To confirm the amount of the Company's share capital.
 7. To amend articles 5, 7, 22 and 23 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the foregoing proposed resolutions and, in particular, the rights and privileges attached to each class of shares.
 8. Miscellaneous.
- requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to change the Company's corporate name from "Triton III No. 16 S.a r.l." into "Heraldic HoldCo S.a r.l."

Second resolution

The Shareholders resolved to re-denominate the existing one hundred twenty-five thousand (125,000) class A shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class B shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class C shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class D shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class E shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class F shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class G shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class H shares, one hundred twenty-five thousand (125,000) class I shares, and one hundred twenty-five thousand (125,000) class J shares into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which are all held as follows:

Shareholders	Number of ordinary shares
Triton Fund III L.P.	1,115,280
Triton Fund III No.2 L.P.	91,670
Triton Fund III G L.P.	16,760
Triton Fund III F&F No.2 L.P.	2,330
Triton Fund III F&F No.3 L.P.	6,550
Triton Fund III F&F G L.P.	3,560

Triton Fund III F&F No.4 L.P.	9,640
Triton Fund III Executives L.P.	3,630
Triton Fund III F&F L.P.	580
Total	1,250,000

Third resolution

The Shareholders resolved to reclassify nine thousand nine hundred (9,900) of these ordinary shares, into nine (9) new classes of shares, namely class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares and class I shares, by converting nine thousand nine hundred (9,900) existing ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each into one thousand one hundred (1,100) class A shares, one thousand one hundred (1,100) class B shares, one thousand one hundred (1,100) class C shares, one thousand one hundred (1,100) class D shares, one thousand one hundred (1,100) class E shares, one thousand one hundred (1,100) class F shares, one thousand one hundred (1,100) class G shares, one thousand one hundred (1,100) class H shares and one thousand one hundred (1,100) class I shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

As a result of such conversion, the Shareholders acknowledged that the shares in the Company are now held as follows:

Shareholders	Number and classes of shares	
Triton Fund III L.P.	1,106,451	ordinary shares
	981	class A shares
	981	class B shares
	981	class C shares
	981	class D shares
	981	class E shares
	981	class F shares
	981	class G shares
	981	class H shares
	981	class I shares
Triton Fund III No.2 LP	90,941	ordinary shares
	81	class A shares
	81	class B shares
	81	class C shares
	81	class D shares
	81	class E shares
	81	class F shares
	81	class G shares
	81	class H shares
	81	class I shares
Triton Fund III G L.P.	16,625	ordinary shares
	15	class A shares
	15	class B shares
	15	class C shares
	15	class D shares
	15	class E shares
	15	class F shares
	15	class G shares
	15	class H shares
	15	class I shares
Triton Fund III F&F No.2 L.P.	2,312	ordinary shares
	2	class A shares
	2	class B shares
	2	class C shares
	2	class D shares
	2	class E shares
	2	class F shares
	2	class G shares
	2	class H shares
	2	class I shares
Triton Fund III F&F No.3 L.P.	6,496	ordinary shares
	6	class A shares
	6	class B shares
	6	class C shares

	6	class D shares
	6	class E shares
	6	class F shares
	6	class G shares
	6	class H shares
	6	class I shares
Triton Fund III F&F G L.P.	3,533	ordinary shares
	3	class A shares
	3	class B shares
	3	class C shares
	3	class D shares
	3	class E shares
	3	class F shares
	3	class G shares
	3	class H shares
	3	class I shares
Triton Fund III F&F No.4 L.P.	9,568	ordinary shares
	8	class A shares
	8	class B shares
	8	class C shares
	8	class D shares
	8	class E shares
	8	class F shares
	8	class G shares
	8	class H shares
	8	class I shares
Triton Fund III Executives L.P.	3,603	ordinary shares
	3	class A shares
	3	class B shares
	3	class C shares
	3	class D shares
	3	class E shares
	3	class F shares
	3	class G shares
	3	class H shares
	3	class I shares
Triton Fund III F&F L.P.	571	ordinary shares
	1	class A shares
	1	class B shares
	1	class C shares
	1	class D shares
	1	class E shares
	1	class F shares
	1	class G shares
	1	class H shares
	1	class I shares

Fourth resolution

The Shareholders resolved to increase the share capital of the Company by an amount of four million three hundred ninety-four thousand three hundred sixty-four euro and forty-four cent (EUR 4,394,364.44) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to an amount of four million four hundred six thousand eight hundred sixty-four euro and forty-four cent (EUR 4,406,864.44) without issuing new shares to the existing shareholders but by increasing the nominal value of the existing shares by an amount of three point five one five four nine one five five two euro (EUR 3.515491552) so as to raise it from one euro cent (EUR 0.01) per share to three point five two five four nine one five five two euro (EUR 3.525491552) per share, by a contribution in kind consisting of receivables in an aggregate amount of four million three hundred ninety-four thousand three hundred sixty-four euro and forty-four cent (EUR 4,394,364.44) (the "Contribution in Kind") from the Shareholders.

Proof of the ownership by the Shareholders of the Contribution in Kind has been given by the undersigned notary.

The Shareholders declared that the Contribution in Kind is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind to the Company without any res-

triction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to the Company.

The Shareholders further stated that a report has been drawn up by the board of managers of the Company wherein the Contribution in Kind is described and valued (the "Report").

The conclusions of that Report read as follows:

"Based on our valuation methodology, we have no observation to mention on the value of the Contribution in Kind which corresponds at least to the increase of the nominal value of each existing share in the Company by three point five one five four nine one five five two euro (EUR 3.515491552) in the aggregate amount of four million three hundred ninety-four thousand three hundred sixty-four euro and forty-four cent (EUR 4,394,364.44)".

Fifth resolution

The Shareholders resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of four million three hundred ninety-four thousand three hundred sixty-four euro and forty-four cent (EUR 4,394,364.44) so as to reduce it from its present amount of fifteen million twelve thousand five hundred euro (EUR 4,406,864.44) to an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), without cancelling any shares, by decreasing the nominal value of the existing shares by an amount of three point five one five four nine one five five two euro (EUR 3.515491552) so as to reduce it from three point five two five four nine one five five two euro (EUR 3.525491552) per share to one euro cent (EUR 0.01) per share and to allocate the surplus to the share premium account.

Sixth resolution

The Shareholders resolved to confirm that the Company's share capital amounts to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into one million two hundred forty thousand one hundred (1,240,100) ordinary shares, one thousand one hundred (1,100) class A shares, one thousand one hundred (1,100) class B shares, one thousand one hundred (1,100) class C shares, one thousand one hundred (1,100) class D shares, one thousand one hundred (1,100) class E shares, one thousand one hundred (1,100) class F shares, one thousand one hundred (1,100) class G shares, one thousand one hundred (1,100) class H shares and one thousand one hundred (1,100) class I shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.

Sixth resolution

In view of the above, the Shareholders resolved to amend articles 5, 7, 22 and 23 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the foregoing resolutions.

As a result, article 5 shall from now on read as follows:

« **Art. 5. Subscribed Capital.** The subscribed capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into one million two hundred forty thousand one hundred (1,240,100) ordinary shares (the "Ordinary shares"), one thousand one hundred (1,100) class A shares (the "Class A shares"), one thousand one hundred (1,100) class B shares (the "Class B shares"), one thousand one hundred (1,100) class C shares (the "Class C shares"), one thousand one hundred (1,100) class D shares (the "Class D shares"), one thousand one hundred (1,100) class E shares (the "Class E shares"), one thousand one hundred (1,100) class F shares (the "Class F shares"), one thousand one hundred (1,100) class G shares (the "Class G shares"), one thousand one hundred (1,100) class H shares (the "Class H shares") and one thousand one hundred (1,100) class I shares (the "Class I shares") (together referred to as the "shares" and each a "share").

Each issued share has a nominal value of one cent (EUR 0.01) and is fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares of each class shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws and except for the rights with respect to the distribution of dividends or the allocation of liquidation proceeds by the Company (including on its dissolution or liquidation), as defined in articles 22 and 23 of these Articles of Incorporation.

In addition to the subscribed capital, a premium account is to be set up into which any premium paid on any share above its nominal value shall be transferred. The premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve."

As a result, article 7 shall from now on read as follows:

« **Art. 7. Increase and Reduction of Capital.** The subscribed capital of the Company may be increased or reduced one or several times by resolution of a single shareholder or, as the case may be, by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The subscribed capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class. In the case of a repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting from the Class I shares until the Class A shares and ending with the Ordinary shares).

The redemption price shall be set by reference to the higher of (a) the nominal value of each redeemed share and (b) the following formula: dividing (i) the total amount of any distributable sums less the portion of the Profit Entitlement to be allocated to the other classes of shares in accordance with Article 22 by (ii) the number of shares constituting the class to be redeemed. Redemption of shares may only be carried out to the extent that sufficient distributable funds are available to settle the redemption price in full."

As a result, article 22 shall from now on read as follows:

" **Art. 22. Appropriation of profits.** From the annual net profits of the Company, as determined on the basis of applicable Luxembourg accounting rules, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

After the allocations to the Legal Reserve, the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholders.

In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- each Ordinary share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than seven point five per cent (7.5%) per annum of the nominal value of such share; then
- each Class A share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than seven per cent (7%) per annum of the nominal value of such share, then
- each Class B share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than six point five per cent (6.5%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class C share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than six per cent (6%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class D share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than five point five per cent (5.5%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class E share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than five per cent (5%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class F share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than four point five per cent (4.5%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class G share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than four per cent (4%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class H share (if any) shall carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than three point five per cent (3.5%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class I share (if any) carry the right to a cumulative dividend in an amount of not less than three per cent (3%) per annum of the nominal value of such share, (together the "Profit Entitlement"); and

any remaining dividend amount after allocation of the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the shares forming the last outstanding class of shares in alphabetical order (starting from the Class I shares until the Class A Ordinary Shares and ending with the Ordinary shares).

Subject to the conditions set by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers determine(s) the amount and the date of payment of any such advance payment."

As a result, article 23 shall from now on read as follows:

" **Art. 23. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as set out in article 19 of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

In the event of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

- (i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;
- (ii) second, to the shareholders for the repayment of the nominal value of their shares in the Company;
- (iii) third, to the holders of all classes of shares in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at four thousand five hundred euro (EUR 4,500.-).

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of inconsistencies between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties, who is known to the notary by his or her surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-sept août,

par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absent, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

Ont comparu:

(1) Triton Managers III Limited, une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 98417, agissant en tant que general partner de Triton Fund III General Partner L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 1080, elle-même étant le general partner de:

(i) Triton Fund III L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1081 («Triton Fund III L.P.»),

(ii) Triton Fund III Executives L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1082 («Triton Fund III Executives L.P.»),

(iii) Triton Fund III F&F No.2 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec son siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1084 («Triton Fund III F&F No.2 L.P.»),

(iv) Triton Fund III F&F No.3 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1085 («Triton Fund III F&F No.3 L.P.»),

(v) Triton Fund III F&F No.4 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1116 («Triton Fund III F&F No.4 L.P.»),

(vi) Triton Fund III F&F G L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1083 («Triton Fund III F&F G L.P.»),

(vii) Triton Fund III No.2 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1083 («Triton Fund III No.2 L.P.»),

(2) Triton Managers III Limited, agissant en tant que general partner de Triton Fund III G L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 1197 («Triton Fund III G L.P.»)

(3) TFF III Limited, une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 101339 («TFF III Limited»), agissant en tant que general partner Triton Fund III F&F L.P., avec siège social au Charter Place (première étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1079 («Triton Fund III F&F L.P.»),

(ensemble, les «Associés»),

ensemble représentées par Maître Marc Frantz, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée par chaque Associé en date du 27 août 2013.

Lesdites procurations, signées par le mandataire et le notaire soussigné, seront annexées au présent acte à des fins d'enregistrement.

Les Associés ont demandé au notaire soussigné d'acter que les Associés sont tous les associés de Triton III No. 16 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), avec siège social au 26-28, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem en date du 23 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 201 en date 29 janvier 2009 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143939. Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

Les Associés, représentés comme mentionnés ci-dessus reconnaissent être pleinement informés des décisions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination sociale de la Société de «Triton III No. 16 S.à r.l.» en «Heraldic HoldCo S.à r.l.».
2. Redénomination des cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie A, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie B, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie C, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie D, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie E, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie F, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie G, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie H, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie I et cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie J existantes en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ordinaires.
3. Reclassification de neuf mille neuf cents (9.900) parts sociales ordinaires en neuf (9) nouvelles catégories de parts sociales dénommées parts sociales de catégorie A, parts sociales de catégorie B, parts sociales de catégorie C, parts sociales de catégorie D, parts sociales de catégorie E, parts sociales de catégorie F, parts sociales de catégorie G, parts sociales de catégorie H et parts sociales de catégorie I par conversion de neuf mille neuf cents (9.900) parts sociales ordinaires existantes ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune en mille cent (1.100) parts sociales de catégorie A, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie B, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie C, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie D, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie E, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie F, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie G, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie H et mille cent (1.100) parts sociales de catégorie I, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.
4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.394.364,44) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un montant de quatre millions quatre cent six mille huit cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.406.864,44) sans émission de nouvelles parts sociales aux associés existants, par augmentation de la valeur nominale des parts sociales existantes d'un montant de trois virgule cinq un cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,515491552) afin de la porter d'un centime d'euro (EUR 0,01) par part sociale à trois virgule cinq deux cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,525491552) par part sociale, par un apport en nature.
5. Réduction du capital social de la Société d'un montant de quatre millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.394.364,44) afin de le porter de son montant actuel de quatre millions quatre cent six mille huit cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.406.864,44) à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), sans annulation de parts sociales par réduction de la valeur nominale des parts sociales existantes, d'un montant de trois virgule cinq un cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,515491552) afin de la porter de trois virgule cinq deux cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,525491552) par part sociale à un centime d'euro (EUR 0,01) par part sociale et allocation du surplus ainsi dégagé au compte de prime d'émission.
6. Confirmation du capital social de la Société.
7. Modification des articles 5, 7, 22 et 23 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions proposées ci-dessus, et en particulier, les droits et privilèges attachés à chaque catégorie de parts sociales.
8. Divers.

Ont requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de modifier la dénomination sociale de la Société de «Triton III No. 16 S.à r.l.» en «Heraldic HoldCo S.à r.l.».

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé de requalifier les cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie A, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie B, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie C, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie D, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie E, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie F, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie G, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie H, cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie I et cent vingt-

cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie J existantes en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes détenues comme suit:

Associés	Nombre de parts sociales ordinaires
Triton Fund III L.P.	1.115.720
Triton Fund III No.2 L.P.	91.670
Triton Fund III G L.P.	16.760
Triton Fund III F&F No.2 L.P.	2.330
Triton Fund III F&F No.3 L.P.	6.550
Triton Fund III F&F G L.P.	3.560
Triton Fund III F&F No.4 L.P.	9.640
Triton Fund III Executives L.P.	3.630
Triton Fund III F&F G L.P.	580
Total	1.250.000

Troisième résolution

Les Associés ont décidé de requalifier neuf mille neuf cents (9.900) parts sociales ordinaires en neuf (9) nouvelles catégories de parts sociales dénommées parts sociales de catégorie A, parts sociales de catégorie B, parts sociales de catégorie C, parts sociales de catégorie D, parts sociales de catégorie E, parts sociales de catégorie F, parts sociales de catégorie G, parts sociales de catégorie H et parts sociales de catégorie I par conversion de neuf mille neuf cents (9.900) parts sociales ordinaires existantes ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune en mille cent (1.100) parts sociales de catégorie A, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie B, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie C, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie D, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie E, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie F, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie G, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie H et mille cent (1.100) parts sociales de catégorie I, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

En conséquence de cette conversion, les Associés ont pris acte de ce que les parts sociales de la Société sont dorénavant détenues comme suit:

Associés	Nombre et catégories de parts sociales
Triton Fund III L.P.	1.106.451 parts sociales ordinaires 981 parts sociales de catégorie A 981 parts sociales de catégorie B 981 parts sociales de catégorie C 981 parts sociales de catégorie D 981 parts sociales de catégorie E 981 parts sociales de catégorie F 981 parts sociales de catégorie G 981 parts sociales de catégorie H 981 parts sociales de catégorie I
Triton Fund III No.2 L.P.	90.941 parts sociales ordinaires 81 parts sociales de catégorie A 81 parts sociales de catégorie B 81 parts sociales de catégorie C 81 parts sociales de catégorie D 81 parts sociales de catégorie E 81 parts sociales de catégorie F 81 parts sociales de catégorie G 81 parts sociales de catégorie H 81 parts sociales de catégorie I
Triton Fund III G L.P.	16.625 parts sociales ordinaires 15 parts sociales de catégorie A 15 parts sociales de catégorie B 15 parts sociales de catégorie C 15 parts sociales de catégorie D 15 parts sociales de catégorie E 15 parts sociales de catégorie F 15 parts sociales de catégorie G 15 parts sociales de catégorie H

Triton Fund III F&F No.2 L.P.	15 parts sociales de catégorie I
	2.312 parts sociales ordinaires
	2 parts sociales de catégorie A
	2 parts sociales de catégorie B
	2 parts sociales de catégorie C
	2 parts sociales de catégorie D
	2 parts sociales de catégorie E
	2 parts sociales de catégorie F
	2 parts sociales de catégorie G
	2 parts sociales de catégorie H
	2 parts sociales de catégorie I
Triton Fund III F&F No.3 L.P.	6.496 parts sociales ordinaires
	6 parts sociales de catégorie A
	6 parts sociales de catégorie B
	6 parts sociales de catégorie C
	6 parts sociales de catégorie D
	6 parts sociales de catégorie E
	6 parts sociales de catégorie F
	6 parts sociales de catégorie G
	6 parts sociales de catégorie H
	6 parts sociales de catégorie I
Triton Fund III F&F G L.P.	3.533 parts sociales ordinaires
	3 parts sociales de catégorie A
	3 parts sociales de catégorie B
	3 parts sociales de catégorie C
	3 parts sociales de catégorie D
	3 parts sociales de catégorie E
	3 parts sociales de catégorie F
	3 parts sociales de catégorie G
	3 parts sociales de catégorie H
	3 parts sociales de catégorie I
Triton Fund III F&F No.4 L.P.	9.568 parts sociales ordinaires
	8 parts sociales de catégorie A
	8 parts sociales de catégorie B
	8 parts sociales de catégorie C
	8 parts sociales de catégorie D
	8 parts sociales de catégorie E
	8 parts sociales de catégorie F
	8 parts sociales de catégorie G
	8 parts sociales de catégorie H
	8 parts sociales de catégorie I
Triton Fund III Executives L.P.	3.603 parts sociales ordinaires
	3 parts sociales de catégorie A
	3 parts sociales de catégorie B
	3 parts sociales de catégorie C
	3 parts sociales de catégorie D
	3 parts sociales de catégorie E
	3 parts sociales de catégorie F
	3 parts sociales de catégorie G
	3 parts sociales de catégorie H
	3 parts sociales de catégorie I
Triton Fund III F&F L.P.	571 parts sociales ordinaires
	1 parts sociales de catégorie A
	1 parts sociales de catégorie B
	1 parts sociales de catégorie C
	1 parts sociales de catégorie D
	1 parts sociales de catégorie E
	1 parts sociales de catégorie F
	1 parts sociales de catégorie G
	1 parts sociales de catégorie H
	1 parts sociales de catégorie I

Quatrième résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant quatre millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.394.364,44) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un montant de quatre millions quatre cent six mille huit cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.406.864,44) sans émission de nouvelles parts sociales aux associés existants mais par augmentation de la valeur nominale des parts sociales existantes d'un montant de trois virgule cinq un cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,515491552) afin de la porter d'un centime d'euro (EUR 0,01) par part sociale à trois virgule cinq deux cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,525491552) par part sociale, par un apport en nature consistant en des créances d'un montant total de quatre millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.394.364,44) (l'«Apport en Nature») des Associés.

Preuve de la propriété de l'Apport en Nature par les Associés a été donnée au notaire instrumentant.

Les Associés ont déclaré que l'Apport en Nature est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport en Nature à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport en Nature à la Société.

Les Associés ont déclaré qu'un rapport a été établi par le conseil de gérance de la Société dans lequel l'Apport en Nature est décrit et évalué (le «Rapport»).

Les conclusions dudit Rapport sont les suivantes:

«Sur base de notre méthode d'évaluation, nous n'avons pas d'observation à mentionner sur la valeur de l'Apport en Nature qui correspond au moins à l'augmentation de la valeur nominale de chaque part sociale existante de la Société d'un montant de trois virgule cinq un cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,515491552) pour un montant total de quatre millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.394.364,44)».

Cinquième résolution

Les Associés ont décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de quatre millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.394.364,44) afin de le porter de son montant actuel de quatre millions quatre cent six mille huit cent soixante-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 4.406.864,44) à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), sans annulation de parts sociales par réduction de la valeur nominale des parts sociales existantes, d'un montant de trois virgule cinq un cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,515491552) afin de la porter de trois virgule cinq deux cinq quatre neuf un cinq cinq deux euros (EUR 3,525491552) par part sociale à un centime d'euro (EUR 0,01) par part sociale et allocation du surplus ainsi dégagé au compte de prime d'émission

Sixième résolution

Les Associés ont décidé de confirmer que le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par un million deux cent quarante mille cent (1.240.100) parts sociales ordinaires, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie A, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie B, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie C, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie D, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie E, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie F, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie G, mille cent (1.100) parts sociales de catégorie H et mille cent (1.100) parts sociales de catégorie I, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Septième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, les Associés ont décidé de modifier les articles 5, 7, 22 et 23 des statuts de la Société afin de refléter les précédentes résolutions:

En conséquence, l'article 5 aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social souscrit.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par un million deux cent quarante mille cent (1.240.100) parts sociales ordinaires («parts sociales Ordinaires»), mille cent (1.100) parts sociales de catégorie A («parts sociales de Catégorie A»), mille cent (1.100) parts sociales de catégorie B («parts sociales de Catégorie B»), mille cent (1.100) parts sociales de catégorie C («parts sociales de Catégorie C»), mille cent (1.100) parts sociales de catégorie D («parts sociales de Catégorie D»), mille cent (1.100) parts sociales de catégorie E («parts sociales de Catégorie E»), mille cent (1.100) parts sociales de catégorie F («parts sociales de Catégorie F»), mille cent (1.100) parts sociales de catégorie G («parts sociales de Catégorie G»), mille cent (1.100) parts sociales de catégorie H («parts sociales de Catégorie H») et mille cent (1.100) parts sociales de catégorie I («parts sociales de Catégorie I») (ensemble les «parts sociales» et chacune une «part sociale»). Chaque part sociale a une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) et est entièrement libérée.

Les droits et obligations afférents aux parts sociales sont identiques, sauf stipulation contraire dans les Statuts ou dans la Loi et à l'exception toutefois des droits afférents aux distributions de dividendes ou l'attribution du boni de liquidation par la Société (y compris lors de sa dissolution ou liquidation), tels que prévu aux articles 22 et 23 des présents statuts.

En plus du capital social souscrit, un compte de prime d'émission peut être constitué sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé afin de régler le prix de rachat de parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux associés, ou encore pour affecter ces fonds à la réserve légale.»

En conséquence, l'article 7 aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 7. Augmentation et Réduction du capital social.** Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique, ou, selon le cas, par une résolution de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts.

Le capital social souscrit de la Société peut être réduit par l'annulation des parts sociales, y compris par l'annulation d'une catégorie de parts sociales entière suite au rachat et à l'annulation de toutes les parts sociales émises dans cette catégorie. En cas de rachat et annulation d'une catégorie entière de parts sociales, ce rachat et cette annulation doivent être faits dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par les parts sociales de Catégorie I jusqu'aux parts sociales de Catégorie A et terminant par les parts sociales Ordinaires).

Le prix de rachat doit être fixé par référence au montant le plus élevé entre (a) la valeur nominale de chaque part sociale rachetée, et (b) le montant calculé selon la formule suivante: division (i) du montant total de tous les sommes distribuables moins la partie du Droit au Bénéfice attribuable aux autres catégories de parts sociales conformément à l'Article 22 par (ii) le nombre de parts sociales constituant la catégorie devant être rachetée. Le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des fonds distribuables suffisants sont disponibles pour permettre le paiement intégral du prix de rachat.»

En conséquence, l'article 22 aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 22. Affectation des bénéfices.** Sur les bénéfices nets annuels de la Société, tels que déterminés sur base des règles comptables applicables au Luxembourg, il sera prélevé cinq pour cent (5%) destiné à la constitution de la réserve légale (la «Réserve Légale»). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Après l'affectation à la Réserve Légale, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, décide de la répartition du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserves ou de provisions, de le reporter à nouveau ou de le distribuer, ensemble avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés comme dividendes.

Lors de chaque distribution de dividendes, le montant alloué à cet effet sera distribué de la manière suivante:

- chaque part sociale Ordinaire (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins sept virgule cinq pour cent (7,5%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie A (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins sept pour cent (7%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie B (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins six virgule cinq pour cent (6,5%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie C (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins six pour cent (6%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie D (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins cinq virgule cinq pour cent (5,5%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie E (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins cinq pour cent (5%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie F (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins quatre virgule cinq pour cent (4,5%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie G (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins quatre pour cent (4%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie H (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins trois virgule cinq pour cent (3,5%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque part sociale de Catégorie I (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins trois pour cent (3%) par an de la valeur nominale de cette part sociale, (ensemble le «Droit au Bénéfice»), et

après allocation du Droit au Bénéfice, le solde du montant du dividende sera distribué intégralement à toutes les parts sociales constituant la dernière catégorie de parts sociales alors en circulation dans l'ordre alphabétique (commençant par les parts sociales de Catégorie I jusqu'aux parts sociales de Catégorie A et terminant par les parts sociales Ordinaires).

Le ou les Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peuvent procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux associés dans les conditions établies par la Loi et conformément aux dispositions qui précèdent. Le ou les Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance déterminent le montant et la date de paiement de ces acomptes.»

En conséquence, l'article 23 aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 23. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles prévues à l'article 19 des Statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectue par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En cas de liquidation, tous les actifs et liquidités de la Société seront versés dans l'ordre de priorité suivant:

- (i) en premier lieu, aux créanciers (soit au moyen de paiements soit au moyen de provisions raisonnablement déterminées en vue de tels paiements) pour toutes les dettes et passifs de la Société;
- (ii) en deuxième lieu, aux associés pour le remboursement de la valeur nominale de leurs parts sociales dans la Société;
- (iii) en troisième lieu, aux détenteurs de toutes les catégories de parts sociales suivant les règles de priorité et les proportions nécessaires afin d'aboutir sur une base globale au même résultat économique que les règles de distribution prévues pour les distributions de dividendes.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à quatre mille cinq cents euros (EUR 4.500,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande au même mandataire, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes ci-avant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Frantz, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 29 août 2013. REM/2013/1536. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): L. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013133776/722.

(130162695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

T-Systems Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 87.243.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am ersten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in der außerordentlichen Generalversammlung (die "Versammlung") die Aktionäre der Aktiengesellschaft "T-SYSTEMS LUXEMBOURG SA", mit Sitz in L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 87243, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph ELVINGER, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 23. April 2002, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1092 vom 17. Juli 2002,

und deren Satzungen abgeändert wurden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit damaligem Amtssitz in Mersch, am 17. November 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 735 vom 11. April 2006.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herrn Ralf BEYER, wohnhaft in Hazenlaan 14, B-1970 Wezembeek-Oppem.

Der Vorsitzende beruft zur Schriftführerin Frau Ervina SADIKU, wohnhaft in 3b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Die Versammlung bestellt Frau Maria MUZS, beruflich wohnhaft in 3b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg als Stimmzählerin.

Der Vorstand der Versammlung war damit bestellt und der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

A) Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung:

1. Sitzverlegung nach L-5365 Münsbach, 22, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activité Syrdall 3 mit Wirkung vom 1. Juli 2013;

2. Aufgabe des Französischen als Ausdruckssprache und komplette Neufassung der Statuten in Deutsch und in modifizierter Form, um diese mit den jetzigen Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in Einklang zu bringen;

3. Verschiedenes.

B) Dass die anwesenden oder vertretenden Gesellschafter, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste vermerkt werden; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, den Mitgliedern des Vorstandes der Versammlung und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet.

C) Dass die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, von den Mitgliedern des Vorstandes der Versammlung und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet, dieser Urkunde beigelegt wird, um mit derselben eingetragen zu werden.

D) Dass das gesamte Gesellschaftskapital anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, eine entsprechende Einladung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten.

Keine weiteren Einberufungsmittelungen waren erforderlich.

E) Dass diese Versammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäß einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Als dann hat die Versammlung, nach eingehender Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt den Gesellschaftssitz nach L-5365 Münsbach, 22, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activité Syrdall 3, mit Wirkung vom 1. Juli 2013, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt:

- die französische Sprache als Ausdruckssprache aufzugeben;
- eine komplette Neufassung der Satzung in Deutsch, um diese an die hiervor genommenen Beschlüsse anzupassen und die Gesellschaftsstatuten mit den jetzigen Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in Einklang zu bringen.

Infolgedessen erhält die SATZUNG fortan folgenden Wortlaut:

I. Titel - Bezeichnung, Dauer, Gesellschaftssitz, Zweck

Art. 1. Zwischen den Erscheinenden und Denjenigen, die Eigentümer nachfolgender Anteile werden, besteht eine Aktiengesellschaft unter dem Namen T-SYSTEMS LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Zeitdauer errichtet.

Art. 3. Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Schüttringen (Großherzogtum Luxemburg).

Der Gesellschaftssitz kann durch Entscheidung der Gesellschafter an jeden anderen von der Gemeinde des Gesellschaftssitzes abweichenden Ort verlegt werden. Die Entscheidung ist gemäß den auf außerordentliche Gesellschafterversammlungen anwendbaren Vorschriften im Hinblick auf die Verlegung des Sitzes innerhalb des Großherzogtums Luxemburg oder bei einer Verlegung ins Ausland einstimmig zu treffen.

Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen sowohl in Luxemburg, als auch im Ausland unterhalten.

Wenn außergewöhnliche Ereignisse auftreten oder ersichtlich sind, bei militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder gesellschaftlichen Anordnungen, die am Sitz der Gesellschaft ein Hindernis darstellen würden, kann der Gesellschaftssitz bis zur Beendigung des besagten Ereignisses durch einfache Entscheidung des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg und selbst ins Ausland verlegt werden.

Art. 4. Die Gesellschaft hat sowohl innerhalb des Großherzogtums Luxemburg als auch im Ausland als Hauptzweck die Entwicklung, die Verwirklichung, die Durchführung sowie die Kommerzialisierung von personalisierter und sektorieller Informatik- und Telekommunikation: Darin, wenn auch nicht abschließend, selbstverständlich einbegriffen, die Entwicklung, die Einrichtung, die Kundenwerbung und die Ausübung sämtlicher Arten von ggf. lizenzierten Telekommunikationsdienstleistungen sowie die Konzeption, Verwirklichung und Ausübung auf Rechnung Dritter, Telekommunikationsnetzwerke, Bearbeitungsleistung sowie Verwaltung der Daten in Form von Gesamtlösungen einbegriffen sowie sämtliche damit verbundene Tätigkeiten wie die Ausbildung und ergänzende Schulungen in Bearbeitung von Informatik und beratend in sämtlichen vorbezeichneten Gebieten.

Die zuvor beschriebenen Tätigkeiten sind exemplarisch und keinesfalls abschließend.

Darüber hinaus übt die Gesellschaft sämtlichen anderen Handel oder andere Tätigkeit aus, Vertretung oder Gewerbe, begleitend oder verbunden mit den Vorgenannten und ebenfalls ausübend jede gewerbliche, industrielle oder finanzielle Operation, in direkter oder indirekter Beziehung mit dem oben beschriebenen Objekt oder eine positive Auswirkung habend auf die Leistung oder die Entwicklung der Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann auch als Holdinggesellschaft handeln, indem sie über finanzielle Beteiligungen an anderen luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften verfügt; Erwerben sämtlicher Anteile und Rechte in Form von Beteiligungen, Einlagen, Zeichnungen oder Kaufoptionen, durch Verhandeln oder jede andere Art und vor allem durch Erwerb von Patenten und Lizenzen, ihre Verwaltung sowie ihre Entwicklung; das Bewilligen an Unternehmen, an denen die Gesellschaft ein Interesse hat von Vergleichsverfahren, Kredit, Vorschuss oder Garantie.

Die Gesellschaft hat ferner die Verwaltung und Ausübung von Telekommunikation in den Bereichen des Finanzsektors zum Zweck, darin einbegriffen die Übermittlung und das Behandeln von in den Informationssystemen gesicherten Daten sowie die Einrichtung und der Unterhalt dieser Systeme und Netze.

II. Titel - Kapital, Anteile

Art. 5. Das eingeschriebene Kapital wird auf EINE MILLION FÜNFHUNDERTTAUSEND EURO (1.500.000,- EUR) festgelegt, eingeteilt in SECHSHUNDERTTAUSEND (600.000) Aktien ohne Nennwert.

Die Aktien lauten entweder auf Namen oder auf Inhaber. Die Besitzer von Namensanteilen können dieser jederzeit völlig frei auf ihre Kosten in Inhaberanteile wechseln.

Das eingetragene Kapital der Gesellschaft kann durch Entscheidung der Gesellschafterversammlung gemäß den zu diesem Zeitpunkt bestehenden gesetzlichen Bedingungen im Hinblick auf die Änderung des Gesellschaftsvertrages erhöht oder reduziert werden.

Die Gesellschaft kann den Rückkauf ihrer eigenen Anteile unter den vom Gesetz festgelegten Bedingungen vornehmen.

III. Titel - Verwaltung, Kontrolle

Art. 6. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Personen zusammensetzt, die nicht Anteilseigner sein müssen und die von der Gesellschafterversammlung für eine Zeitdauer bestellt werden, die sechs Jahre nicht überschreitet. Die Gesellschafterversammlung kann das Mandat der Verwaltungsräte jederzeit erneuern oder einziehen.

Die Anzahl der Verwaltungsräte, ihre Vergütung sowie die Dauer ihres Mandats werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Der Verwaltungsrat kann unter sich einen Präsidenten wählen. In diesem Fall verfügt der Präsident im Falle von Stimmgleichheit über die entscheidende Stimme.

Der Verwaltungsrat versammelt sich so oft wie das Interesse der Gesellschaft es verlangt, entweder auf Einladung seines Präsidenten oder jedes Mal, wenn zwei Verwaltungsräte dies verlangen.

Jeder Verwaltungsrat kann an den Sitzungen des Verwaltungsrates teilnehmen. Eine Teilnahme auf elektronischem Wege, insbesondere mittels Videokonferenz oder Telefonkonferenz ist zulässig.

Der Verwaltungsrat kann auch mittels gewöhnlicher, elektronischer Post, oder mittels eines beliebigen anderen Kommunikationsmittels seine Beschlüsse fassen. Ein Verwaltungsrat kann sich von einem anderen Verwaltungsrat sowohl bei der Teilnahme an der Sitzung, als auch bei dem Beschluss vertreten lassen.

Eine schriftlich getroffene Entscheidung, genehmigt und gezeichnet von sämtlichen Verwaltungsräten hat dieselbe Auswirkung, als eine während einer Sitzung des Verwaltungsrates getroffene Entscheidung

In diesem Fall erhält jeder Verwaltungsrat den vollständigen Text jeder Entscheidung oder jedes zu treffenden Beschlusses, schriftlich formuliert, mit gewöhnlicher, elektronischer Post, oder mittels eines beliebigen anderen Kommunikationsmittels übermittelt.

Art. 6a. Jeder Gesellschafter hat das Recht an der Sitzung des Verwaltungsrats als Gast teilzunehmen. Er hat während dieser Sitzung kein Stimmrecht.

Art. 7. Der Verwaltungsrat verfügt über weitestreichende Rechte, um die gesellschaftlichen Angelegenheiten zu verwalten und um sämtliche Verfügungs- und Verwaltungshandlungen vorzunehmen, die sich aus dem Gesellschaftszweck ergeben und die aufgrund des vorliegenden Gesellschaftsvertrages oder des Gesetzes nicht der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind und in seine Zuständigkeit fallen.

Der Verwaltungsrat hat insbesondere jährlich im Voraus ein Budget für das kommende Geschäftsjahr sowie einen Mittelfristplan aufzustellen, welcher die Struktur und den Einsatz der gesamten Personalkapazitäten (intern oder extern) des Unternehmens in Hinsicht auf Kosten, Produktivität, Fähigkeiten und Risiken berücksichtigt („Total Workforce Management" oder „TWM").

Der Verwaltungsrat muss bei seinen Entscheidungen den Deutsche Telekom konzerninternen Genehmigungsprozess („Mandatory Approval Processes" oder „MAP") in der jeweils geltenden Fassung einhalten.

Unabhängig davon muss der Verwaltungsrat in den folgenden Fällen die vorherige Zustimmung der Gesellschafter einholen:

- Aktivitäten die zu einer grundlegenden Veränderung des Vermögens, der Finanzen, der Rentabilität oder des Risikos der Gesellschaft führen oder führen können;
- Maßnahmen mit erheblichen finanziellen Auswirkungen;

- Transaktionen oder Maßnahmen, in Bezug auf die Gesellschaftsstruktur oder Geschäftsstrategie, die zu einer erheblichen Veränderung der zukünftigen Entwicklung der Gesellschaft führen können oder erheblichen Einfluss auf die Portfolio-, Innovations- oder Partnerverwaltung haben können;
- Erhebliche Veränderung von bestehenden oder die Einführung neuer Geschäftszweige, sowie erhebliche Veränderungen des Gesellschaftssitzes oder die Eröffnung von Zweigstellen in weiteren Ländern;
- Fusion, Verkauf, oder Erwerb von Gesellschaften oder die Beendigung der Gesellschaft oder ihrer Tochtergesellschaften;
- Gründung von neuen Gesellschaften oder Tochtergesellschaften;
- Liquidation und Änderung der rechtlichen Struktur der Gesellschaft oder seiner Tochtergesellschaften;
- Kooperationsvereinbarungen, Joint-Ventures;
- Gesellschaftsdarlehen;
- Investitionen, die das genehmigte Budget überschreiten;
- Kauf oder Verkauf von Immobilien;
- Leasing von Immobilien;
- Kredite oder Bürgschaften für Dritte;
- Bankgarantien;
- Gruppengarantien zugunsten kontrollierter Unternehmen;
- Gruppengarantien zugunsten nicht kontrollierter Unternehmen;
- Die Annahme und Abschluss von Vergleichen sowie die Genehmigung einer Pfändung mit oder ohne Bezahlung, sofern die Maßnahmen erhebliche finanzielle Auswirkungen haben;
- „Profit and Loss“ - und ähnliche Vereinbarungen;
- „Rules of Procedure“ für den Verwaltungsrat der Gesellschaft oder ihrer Tochtergesellschaften;
- Verträge mit den Mitgliedern des Verwaltungsrats, ihren Vertretern, ihren Freunden, ihren Familienmitgliedern oder anderen mit der Gesellschaft oder den Tochtergesellschaften verbundenen Personen;
- Die Bestellung von Bevollmächtigten durch den Verwaltungsrat im Sinne des Art. 7b;
- Gewährung von Krediten mit Ausnahme von Handelskrediten im Rahmen des normalen Geschäftsgangs und in begründeten Ausnahmefällen von Krediten an Mitarbeiter, wobei diese Kredite den Umfang von 6 monatlichen Bruttolöhnen (inklusive Durchschnittsprovision) nicht überschreiten dürfen;
- Erwerb, Übertragung und Aufgabe von Patenten, Lizenzen und anderen gewerblichen Schutz- und Urheberrechten, sowie die Eintragung von Patenten, Copyrights und Warenzeichen.

Art. 7a. Der Verwaltungsrat unterrichtet die Gesellschafter vierteljährlich über den Geschäftsverlauf und die Lage der Gesellschaft.

Auf Verlangen der Gesellschafter hat der Verwaltungsrat die Gesellschafter jederzeit über die rechtlichen und wirtschaftlichen Beziehungen der Gesellschaft zu seinen verbundenen Unternehmen sowie über die wirtschaftlichen Vorgänge dieser Unternehmen zu unterrichten, soweit diese erhebliche Auswirkungen auf die Gesellschaft haben. Diese Berichte müssen den Grundsätzen einer gewissenhaften und getreuen Rechenschaft entsprechen. Soweit dies zeitlich möglich ist, sollen diese Berichte grundsätzlich schriftlich erfolgen.

Art. 7b. Das Tagesgeschäft der Angelegenheiten der Gesellschaft und die gesetzliche Vertretungsmacht können an einen oder mehrere Verwaltungsräte oder an Dritte übertragen werden, die nicht Gesellschafter sein müssen.

Jede Handlung im Namen der Gesellschaft ist von zwei Verwaltungsräten gemeinsam zu unterzeichnen. Die Unterschrift von einem der zwei Verwaltungsräte kann durch die Unterschrift eines vom Verwaltungsrat Bevollmächtigten ersetzt werden.

Art. 8. Prozessverfahren, ob als Kläger oder Beklagter, werden im Namen der Gesellschaft von einem Mitglied des Verwaltungsrates oder einer diesbezüglich beauftragten Person verfolgt.

Art. 9. Die Überwachung der Gesellschaft wird einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die assoziiert sein können, übertragen.

Sie werden von der Gesellschafterversammlung für eine Zeitdauer bestellt, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Das Mandat kann jederzeit erneuert oder eingezogen werden.

Die Anzahl der Wirtschaftsprüfer, ihre Vergütung sowie die Dauer ihres Mandats werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt.

IV. Titel - Gesellschafterversammlung

Art. 10. Die ordentliche Gesellschafterversammlung findet von Rechts wegen am ersten Donnerstag des Monats Juni um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen, in diesem Fall in der Einladung anzugebendem Ort, statt. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Gesellschafterversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Die Einberufung von Gesellschafterversammlungen erfolgt schriftlich oder per E-Mail mit einer Frist von zwei Wochen unter Angabe der Tagesordnung und Beifügung der Unterlagen über wichtige Verhandlungspunkte. In dringenden Fällen kann der Einberufende die Einberufungsfrist abkürzen und mündlich, fernmündlich, oder durch ein beliebiges anderes Kommunikationsmittel die Gesellschafterversammlung einberufen, wenn nicht ein Gesellschafter einem solchen Verfahren widerspricht.

Art. 11. Jeder Gesellschafter hat das Recht, persönlich abzustimmen oder sich vertreten zu lassen, wobei der Vertreter nicht selbst Gesellschafter sein kann.

Art. 11a. Jeder Gesellschafter kann an der Gesellschafterversammlung auch auf elektronischem Wege, insbesondere mittels Videokonferenz oder Telefonkonferenz teilnehmen. Die Protokolle solcher Gesellschafterversammlungen sind von allen auf der Versammlung anwesenden Gesellschaftern zu genehmigen und zu unterschreiben.

Art. 12. Die Gesellschafterversammlung hat die weitesten Rechte, um sämtliche, die Gesellschaft betreffende Handlungen, vorzunehmen oder zu genehmigen. Sie beschließt über die Zuweisung und die Verteilung der Nettogewinne gemäß den durch das Gesetz definierten Bedingungen.

Art. 13. Die Gesellschafterversammlung kann sich auf Einladung des Verwaltungsrates oder von Rechts wegen, selbst ohne vorherige Einladung, falls sämtliche Gesellschafter anwesend sind oder vertreten werden und einstimmig über die Punkt der Tagesordnung beschließen, immer dann treffen, wenn das Interesse der Gesellschaft dies verlangt.

Die ordentlichen Gesellschafterversammlungen sind wirksam zusammengestellt und beschlussfähig, unabhängig der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter. Die Entscheidungen werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen.

Art. 14. Die außerordentliche Gesellschafterversammlung kann auf Vorschlag des Verwaltungsrates sämtliche Bestimmungen des Gesellschaftsvertrags ändern.

Die außerordentlichen Gesellschafterversammlungen sind nur dann wirksam zusammengestellt und beschlussfähig, wenn die Anzahl der Gesellschafter oder der ausdrücklich von den Gesellschaftern bestellter Vertretern mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren und wenn die Tagesordnung die vorgeschlagenen Änderungen des Gesellschaftsvertrages und im gegebenen Fall, wenn der Zweck oder die Form berührt werden, den Text angibt.

Wenn die erste dieser Bedingungen nicht erfüllt ist, kann vom Verwaltungsrat eine neue Gesellschafterversammlung unter denselben gesellschaftsrechtlichen Bedingungen einberufen werden, diese Einladung führt das Datum sowie das Ergebnis der vorherigen Gesellschafterversammlung auf.

Die zweite Gesellschafterversammlung kann unabhängig des anwesenden Kapitals wirksam beschließen.

In den beiden Gesellschafterversammlungen müssen die Entscheidungen, um wirksam zu sein zwei Drittel der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern erreichen.

V. Titel - Geschäftsjahr, Jahresbilanz, Gewinne

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Art. 16. Der Verwaltungsrat erstellt innerhalb der ersten drei Monate nach Abschluss des Geschäftsjahres den Jahresabschluss im Sinne des Art. 15 und legt ihn -sofern erforderlich- dem Abschlussprüfer vor.

Der Jahresabschluss wird anschließend der Gesellschafterversammlung vorgelegt und von dieser festgestellt. Der Jahresabschluss setzt sich aus einer Bilanz zusammen, die das Inventar von Soll und Haben der Gesellschaft, die Rechnung der Gewinne und Verluste gemäß den gesetzlichen Bestimmungen und der bestehenden Regelungen detailliert aufführt.

Art. 17. Das Guthaben auf dem Gewinn- und Verlustkonto, nach Abzug der Aufwendungen, Kosten, Wertminderungen, Abschreibungen, Belastungen und Rückstellungen stellen den Nettogewinn der Gesellschaft dar.

Jedes Jahr werden fünf Prozent des Nettogewinns nach Prüfung der Buchführung und Entlastung, gegebenenfalls Verlustvorträgen zu den gesetzlichen Rücklagen übertragen.

Dieser Übertrag ist nicht mehr verpflichtend, wenn die gesetzliche Reserve zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, ist aber jedes Mal wieder aufzunehmen bis die gesetzliche Reserve wieder vollständig hergestellt ist, aus welchem Grund auch immer der Reservefond verringert wurde.

Der Überschuss wird unter den Gesellschaftern verteilt. Die Gesellschafter können mit der gemäß Gesetz erforderlichen Stimmenmehrheit beschließen, dass der Gewinn, nach Abzug der Reserven, zu jeder Reserve entweder vor- oder übertragen wird, die die Gesellschafter für erforderlich halten.

Der Verwaltungsrat ist im Übrigen berechtigt, nach vorheriger Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung Überweisungen von Abschlagszahlungen auf Dividenden gemäß zu den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen vorzunehmen.

VI. Auflösung, Liquidation

Art. 18. Die Gesellschaft kann jederzeit zu den für die Änderung des Gesellschaftsvertrages zur Anwendung kommenden Bedingungen durch Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation unter der Aufsicht von einem oder mehreren Liquidatoren, die entweder natürliche oder juristische Personen sind und von der Gesellschafterversammlung bestellt wurden, die ihre Aufgaben definiert und ihre Vergütung festlegt oder alternativ gemäß den Bestimmungen von Artikel 101 des koordinierten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in der jeweils geltenden Fassung durchgeführt.

VII. Salvatorische Klausel und anwendbares Recht

Art. 19. Für den Fall das eine Bestimmung dieses Gesellschaftsvertrags ungültig sein sollte, berührt dies nicht die Gültigkeit der restlichen Bestimmungen. Soweit dies möglich ist, sollen die verbleibenden Bestimmungen in der Weise ausgelegt werden, die dem Sinn und Zweck des ursprünglichen Gesellschaftsvertrags entsprechen. Die Gesellschafter bemühen sich nach besten Kräften die ungültige Bestimmung durch eine gültige Bestimmung zu ersetzen die dem Sinn und Zweck des ursprünglichen Gesellschaftsvertrags entspricht. Im Übrigen beziehen und unterwerfen sich die Parteien den Bestimmungen des koordinierten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften („la loi coordonnée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales“) in der jeweils geltenden Fassung.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist und keiner das Wort ergreift, erklärt der Vorsitzende, nach Verlesung und Genehmigung des Sitzungsprotokolls, die Versammlung für geschlossen.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr eintausend Euro.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: R. BEYER, E. SADIKU, M. MUZS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 août 2013. LAC/2013/36881. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013133766/273.

(130162039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Futuradent G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3337 Hellange, 26, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 39.551.

Im Jahre zweitausend und dreizehn.

Den sechszwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Christine DOERNER, mit dem Amtswohnsitz in Bettemburg.

Ist erschienen:

Herr Claude LESS, Zahntechniker, geboren zu Luxemburg am 18. November 1965 (No. Matricule 19651118231), wohnhaft in L-3337 Hellange, 26, rue de Mondorf.

Welcher Komparent erklärt alleiniger Gesellschafter zu sein der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „FUTURADENT GmbH“-(Matricule 19922401066), mit Sitz in L-3337 Hellange, 26, rue de Mondorf;

eingetragen im Firmenregister unter der Nummer B 39.551;

gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Paul Bettingen, im damaligen Amtswohnsitz in Wiltz, am 11. Februar 1992, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 325 vom 29. Juli 1992;

abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Roger Arrenschorff, im damaligen Amtswohnsitz in Wiltz, am 31. August 1995, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 565 vom 6. November 1995;

abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Jean-Paul Hencks, im damaligen Amtswohnsitz in Luxemburg am 25. September 2003, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1120 vom 28. Oktober 2003;

und abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Jean-Paul Hencks am 28. Juli 2005, veröffentlicht im Mémorial C im Jahre 2006, Seite 5.421.

Der vorgenannte alleine Gesellschafter ersuchte den handelnden folgende Beschlüsse zu beurkunden.

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft FUTURADENT GmbH beschliesst den Austritt des technischen Geschäftsführers Herrn Thomas Heinz LOTH, geboren zu Merzig (Deutschland) am 18. Oktober 1971 (No. Matricule

19711019770), zu D-54459 Freudenburg, 3 Waizelsweg wohnend, vom heutigen Tage an anzunehmen und erteilt demselben vollen Entlast.

Zweiter Beschluss

Zum alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft FUTURADENT GmbH wird ernannt, Herr Claude LESS, Zahntechniker, geboren in Luxemburg am 18. November 1965 (No. Matricule 19651118231), wohnhaft in L-3337 Hellange, 26 rue de Mondorf.

Die Gesellschaft ist rechtsgültig vertreten durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers Herrn Claude LESS, vorgenannt.

Dritter und letzter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst dem Artikel 7 der Statuten der Gesellschaft folgenden Wortlauten zu geben:

„ **Art. 7.** Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.“

Kosten

Die Kosten und Lasten, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen dieser Urkunde obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf TAUSEND EURO (Euro 1.000.-) abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Bettembourg in der Amtsstube des handelnden Notars.

Datum wie Eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: Less, Ch. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 29 août 2013. Relation: EAC/2013/11205. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 2 septembre 2013.

Christine DOERNER.

Référence de publication: 2013133842/52.

(130162393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

XL-Link S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 1, rue Portland.

R.C.S. Luxembourg B 133.917.

L'an deux mille treize, le treize septembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de XL-LINK S.A., établie et ayant son siège à L-5532 Remich, 6, rue Enz, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B133.917, constituée suivant acte du notaire Gérard LECUIT de Luxembourg en date du 30 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2972 du 20 décembre 2007, modifié pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant alors de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 9 novembre 2011, publié au dit Mémorial, numéro 263 du 31 janvier 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Frank SIMON, comptable, demeurant professionnellement à Bettembourg,

qui désigne comme secrétaire Sophie BECKER, employée privée, demeurant à Cattenom.

L'assemblée choisit comme scrutateur Frank SIMON, comptable, demeurant professionnellement à Bettembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de Remich à Esch-sur-Alzette, et modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts.

2. Fixation de l'adresse.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de Remich à Esch-sur-Alzette, et par conséquent de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2. Premier alinéa.** Le siège de la société est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette."

Deuxième résolution

Elle fixe l'adresse de la société à L-4281 Esch-sur-Alzette, 1, rue Portland.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: SIMON, BECKER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 septembre 2013. Relation: LAC / 2013 / 41713. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013133826/50.

(130162616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Anglo Securities Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 180.317.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of September.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

Anglo Securities Holdings Limited, a company incorporated under the laws of Jersey, having its registered office at PO Box 279, Channel House, Green Street, Jersey JE4 9PH, registered under company number 113167,

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, private employee, with professional address in Junglinster, by virtue of a power of attorney given under private seal,

The power of attorney, after signature "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Anglo Securities Luxembourg S.à r.l." (the Company). The Company, a family owned company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office. Without prejudice to the exercise by the Company of any of its statutory powers:

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal

activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. Subject to Article 11 the Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.2. Subject to Article 11.3 the Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.3. Subject to Article 11.3 the Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) class A of ordinary shares (the Class A Shares) in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Share Transfers.

6.1. Upon notification of the transfer of shares to the Company made in accordance with these Articles (to the extent applicable), the managers or any other person authorised to bind the Company in accordance with Article 11.3 shall register promptly any transfer of shares in the register of shareholders of the Company and file a notice of the transfer of the Shares with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg, in order to make the transfer of the Shares enforceable vis-à-vis third parties and publish such notice of transfer in the Luxembourg official gazette, in accordance with applicable provisions of the Law.

6.2. A transfer of shares is not permitted if the transfer is in favour of a person under the age of 18, a Bankrupt or a Patient.

Art. 7. Permitted Transfers.

7.1. As a family owned Company, shares in the Company shall be transferred only to existing shareholders or to family heirs or to successor family trustee shareholders but subject to the provisions of the Articles and of the Law, any shares may at any time be transferred by any shareholder to any person, with the prior written consent of all of the other shareholders, subject to the fulfilment of any conditions on the basis of which any such consent is given.

Art. 8. Share Transfer Restrictions.

8.1. The right to transfer or dispose of shares or any interest in them shall (save in respect of transfers made pursuant to Article 7.1) be subject to the restrictions set out in this Article 8 and in the Law.

8.2. Before transferring, or disposing of, any shares (or any interest in shares) the Transferor shall serve a Transfer Notice on the Company specifying the number of shares in question, and the Transfer Notice shall constitute the Company as his agent for the sale of those shares to any shareholder or shareholders. Except as provided in this Article, a Transfer Notice once given or deemed to be given shall not be revocable except with the consent of the board of managers.

8.3. Forthwith following receipt of a Transfer Notice, the board of managers of the Company (except the Transferor, if a manager, and other than any manager who is a relative of the Transferor or who is a spouse or civil partner of the Transferor or of any such relative) shall seek to agree the Prescribed Price with the Transferor. In the event that the Prescribed Price is not agreed within 14 days of receipt of the Transfer Notice by the Company, the Prescribed Price shall be the price determined by the Company's auditor(s) (at the request and at the expense of the Company), acting as experts and not as arbitrators, on the following basis:

(i) by determining the market value which is in the opinion of the auditors the amount which a willing purchaser would offer to a willing vendor at arm's length for all of the Sale Shares as at the date of receipt of the Transfer Notice by the Company (or, as the case may be, the date on which the Transfer Notice is deemed to be given) taking into account all relevant rights and restrictions attached to any such shares and (for the avoidance of doubt) reflecting any appropriate minority discount;

(ii) by dividing the resultant figure by the number of Sale Shares.

8.4. If the auditor(s) decline to act, if the if the Company has not appointed an auditor, or if the Transferor objects to the price determined by the auditor(s), the Prescribed Price shall be the price determined by an experienced valuer (the Valuer) nominated by a majority of the shareholders on the application of the Company and appointed by, and at the expense of, the Company. The Valuer shall act as expert and not as arbitrator and shall determine the Prescribed Price on the same basis as required of the Company's auditor(s) under Article 8.3. The fees of the Valuer shall be paid by the Company and the Company shall procure that the Valuer is given all such assistance and access to all such information in its possession or control as the Valuer may reasonably require in order to determine the Prescribed Price.

8.5. The determination of the Prescribed Price by the auditor(s) or, as the case may be, the Valuer shall, in the absence of manifest error, be final and binding on the Company and the Transferor.

8.6. The Sale Shares shall, within 14 days following agreement or determination of the Prescribed Price, be offered by the Company to each shareholder (other than the Transferor and any Excluded Person) for purchase at the Prescribed Price. All offers shall be made by notice in writing and shall limit a time (being between 30 and 42 days inclusive) within which the offer must be accepted or, in default, will be deemed to have been declined. A copy of such offers shall at the same time be sent by the Company to the Transferor.

8.7. The Company shall offer the Sale Shares on the following basis:

(i) if there is more than one shareholder to whom an offer is to be made, the Sale Shares shall be offered to such shareholders in proportion as nearly as may be to the number of shares they hold, and the board of managers' decision as to the number of shares which shall be "in proportion as nearly as may be to the number of shares they hold" shall be conclusive;

(ii) any shareholder to whom Sale Shares are offered may accept all or some only of the Sale Shares offered to him;

(iii) each shareholder to whom the offer is made (if more than one) shall be invited to indicate whether, if he accepts the number of Sale Shares offered to him pursuant to Article 8.7 (i), he wishes to purchase any Sale Shares offered to other shareholders in the same offer which they decline to accept (such Sale Shares being referred to as "excess shares"), and if so the maximum number which he wishes to purchase;

(iv) if there are any excess shares they shall be allocated between the shareholders who have indicated that they wish to purchase excess shares. The Company will be permitted to purchase all or part of excess shares in accordance with the provisions of Luxembourg law. If the number of excess shares available is insufficient the excess shares shall be allocated between the shareholders seeking to purchase them as follows:

(i) any shareholder who has sought to purchase no more than his proportionate entitlement of excess shares (calculated by reference to the proportion of the total holdings of shares of shareholders seeking to purchase excess shares represented by that shareholder's holding) shall be allocated all the excess shares he sought to purchase; and

(ii) any shareholder or shareholders who sought to purchase more than their proportionate entitlement shall have the number of excess shares applied for scaled down and (if more than one) in proportion to their respective holdings of shares.

8.8. Subject to the provisions of Article 8.7, the Purchasers shall be bound to purchase the Sale Shares allocated to them under the provisions of that Article at the Prescribed Price.

8.9. Not later than seven days following the expiration of the Acceptance Period the Company shall give written notice to the Transferor stating either:

(i) if it is the case, that no shareholder has sought to purchase any of the Sale Shares; or, otherwise

(ii) the number of Sale Shares which shareholders have sought to purchase, giving the name and address of each Purchaser and the number of Sale Shares to be purchased by him.

8.10. In the event that the Transferor is given notice under Article 8.9(ii) the Transferor shall be bound, on payment of the Prescribed Price, to transfer the shares in question to the respective Purchasers. The sale and purchase shall be registered in the register of shareholders of the Company during normal business hours on the first business day after the expiry of 14 days from the date of service of notice under Article 8.9(ii).

8.11. Subject to the Articles and to the Law, the Transferor may transfer Sale Shares to any person or persons in the following circumstances:

(i) if the Company shall fail within the Acceptance Period to find a Purchaser or Purchasers for any of the Sale Shares, the Transferor may transfer all or any of the Sale Shares;

(ii) if the Company shall within the Acceptance Period find a Purchaser or Purchasers for some (but not all) of the Sale Shares, the Transferor may transfer all or any of the Sale Shares for which no Purchaser has been found;

subject to the following restrictions:

(i) shares may not be sold after the expiry of three months after the date on which notice is given under Article 8.9;

(ii) the shares must be sold on a bona fide sale at a price not being less than the Prescribed Price; the board of managers may require to be satisfied that the shares are being transferred in pursuance of a bona fide sale for the consideration stated in the instrument of transfer without any deduction, rebate or allowance whatsoever to the purchaser;

(iii) no shares may be transferred, or disposed of, pursuant to this Article 8.11 by any person who is an Excluded Person unless the board of managers resolves to approve such transfer or disposal.

8.12. For the purpose of ensuring that a transfer of shares is duly authorised under these Articles or that no circumstances have arisen by reason of which a Transfer Notice may be required to be given, the board of managers may from time to time require any shareholder or past shareholder or any person named as transferee in any instrument of transfer lodged for registration to provide to the Company such information as the board of managers reasonably think fit regarding any matter which they consider relevant. If such information is not provided to the reasonable satisfaction of the board of managers within a reasonable time after request, the managers shall be entitled to require by notice in writing that a Transfer Notice be given in respect of the shares concerned. If the information discloses (in the reasonable opinion of the board of managers) that a Transfer Notice ought to have been given in respect of any shares the board of managers may by notice in writing require that a Transfer Notice be given in respect of the shares concerned.

8.13. Reference in Article 8.12 to a shareholder or past shareholder includes the personal representatives, trustee in bankruptcy, receiver or liquidator of any shareholder and any deputy.

8.14. For the avoidance of doubt, references in this Article 8 to disposing of Shares or any interest in them will include a transmission of Shares (or any interest in them) by reason of bankruptcy of a member or otherwise by operation of law. The board of managers must require a Transfer Notice to be given in respect of any Shares, in accordance with Article 8.12, if there has been a transmission of such Shares (or any interest in them) which was not in accordance with the provisions of Articles 6 to 8 in respect of share transfers.

8.15. In any case where the board of managers may require a Transfer Notice to be given in respect of any shares, if a Transfer Notice is not duly given within a period of 14 days of demand being made, a Transfer Notice shall, except and to the extent that a duly executed instrument of transfer of any such shares in favour of a person to whom they may be transferred pursuant to Article 7.1 shall have been lodged prior to the expiration of that period, be deemed to have been given at the expiration of that period.

8.16. The restrictions imposed by this Article may be waived in relation to any proposed transfer of shares with the consent of all shareholders who would otherwise have been entitled to have such shares offered to them in accordance with Article 8.7 subject to the applicable provisions of the Law.

8.17. Shares may not be transmitted by reason of death to non-members except with the approval of all of the surviving shareholders as mentioned in article 7.

8.18. In any case, the beneficiary of the transfer including heirs compulsorily entitled to a portion of the estate and the surviving spouse, will be deemed to have sent a Transfer Notice to the board of managers of the Company within 30 days after the death of the shareholder.

8.19. The remaining shareholders of the Company benefit from a preemptive right equivalent to the procedure described in articles 8.3 to 8.16, article 8.14 being excluded. Until the expiry of the Acceptance Period the rights attached to the Sale Shares are suspended.

Art. 9. Shares.

9.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

9.2. A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

9.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

9.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 10. Appointment and Removal of managers.

10.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

10.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 11. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

11.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object and these Articles.

(ii) The Board may by unanimous resolution delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

11.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg. A meeting will only be validly held if all managers are present in person in Luxembourg, attend by electronic participation or attend in Luxembourg by representation of a delegated power of attorney appointed by them in accordance with Art. 11.2 (iv) below.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting or such other person may be appointed as representative under a power of attorney where the attorney and form of such power of attorney are unanimously approved by all managers in advance of such appointment being made.

(v) The Board may only validly deliberate and act if all of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted only by unanimous vote of the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board taking place in Luxembourg with at least a majority of the managers present being in Luxembourg, by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

11.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of three (3) managers or by the joint signatures of two (2) managers if the Board is composed of two managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated where written evidence of such delegation is provided.

Art. 12. Sole manager.

12.1. If the Company is managed by a sole manager, the only power of a sole manager shall be the power and authority to co-opt 2 additional managers and to convene or consult in writing with no undue delays the shareholders in view of ratifying (or not) such co-optation under the conditions of article 14.

12.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager but only so far as shall concern the co-optation of additional managers and matters relating thereto.

Art. 13. Liability of the managers.

13.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 14. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.

14.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

14.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 15. Sole shareholder.

15.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

15.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

15.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 16. Financial year and approval of annual accounts.

16.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

16.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

16.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

16.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 17. Auditors.

17.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

17.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 18. Allocation of profits.

18.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

18.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

18.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 19. Dissolution - Liquidation.

19.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

19.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

Art. 20. General provisions.

20.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

20.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted and agreed in advance by the Board.

20.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

20.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

VIII. Definitions

Acceptance Period: the period during which an offer made under Article 8.6 is open for acceptance;

Bankrupt: a person or entity subject to a petition of bankruptcy (faillite), composition with creditors (concordat), suspension of payments (sursis de paiement), controlled management (gestion contrôlée), or to the appointment of a temporary administrator (administrateur provisoire) and to any similar Luxembourg or foreign proceedings affecting the rights of creditors generally

Excluded Person: any shareholder who may be required by the board of managers to give a Transfer Notice under Article 8.12 (and so that such member shall be an Excluded Person throughout such time as the board of managers may require a Transfer Notice to be given, but not thereafter);

Patient: a person who lacks capacity as defined in articles 490 and seq. of the Luxembourg Civil Code;

Prescribed Price: the price per Sale Share agreed or determined pursuant to Articles 8.3 to 8.4;

Purchaser: a purchaser of Sale Shares pursuant to Articles 7 or 8;

Sale Shares: all shares comprised in a Transfer Notice;

"shares": ordinary shares in the share capital of the Company irrespective of their class;

Transfer Notice: a written notice served or deemed to be served by a member on the Company in accordance with Article 8.2.

Transferor: a shareholder who has given a Transfer Notice or who is deemed to have given a Transfer Notice;

"transfer" shall, unless the context otherwise requires, include:

- (i) a sale, transmission, or other disposal of any legal or equitable interest in a share; and
- (ii) any renunciation or other direction by a member entitled to an allotment or transfer of shares that such shares be allotted, issued or transferred to another person;

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2014.

Subscription and Payment

The Articles thus having been established, the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by the sole shareholder Anglo Securities Holdings Limited, represented as stated above, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) for the corporate capital is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

131704

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,250.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Paul HARVEY, company director, born in Plymouth, on the 20th of December 1972, residing at La Grange, Le Cabot Farm, La Rue a don, Grouville, Jersey JE3 9GD; and

- Mr. Cornelius BECHTEL, company director, born in Emmerich, on the 11th of March 1968, residing at 38 Rue Jean-Baptiste Esch, L-1473 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is located at 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, known to the officiating notary, by name, surname, civil status and residence, he signed the deed together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept septembre.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Anglo Securities Holdings Limited, une société constituée de par les lois Jersey, ayant son siège social à PO Box 279, Channel House, Green Street, Jersey JE4 9PH, immatriculée sous le numéro de société 113167,

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, avec adresse professionnelle à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée, qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Anglo Securities Luxembourg S.à r.l.» (la Société). La Société, une société familiale, est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social. Sous réserve de l'exercice par la Société de ses pouvoirs légaux:

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instru-

ments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Sous réserve de l'Article 11.3, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.2. Sous réserve de l'Article 11.3, la Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.3. Sous réserve de l'Article 11.3, la Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de classe A (les Parts Sociales de Classe A) sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Transferts de parts sociales.

6.1. Dès la notification du transfert des parts sociales à la Société faite en conformité avec ces Statuts (dans la mesure applicable), les gérants ou toute autre personne autorisée à engager la Société en conformité avec l'Article 11.3 doit inscrire sans tarder tout transfert de parts sociales dans le registre des associés de la Société et déposer un avis de transfert des parts sociales auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, afin de rendre le transfert des parts sociales exécutoire vis-à-vis des tiers et de publier cet avis de transfert au Journal Officiel de Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), conformément aux dispositions applicables de la Loi.

6.2. Un transfert de parts sociales n'est pas autorisé si le transfert est en faveur d'une personne âgée de moins de 18 ans, d'un Failli ou d'un Patient.

Art. 7. Transferts Autorisés.

7.1. En tant que Société familiale, les parts sociales de la Société ne pourront être transférées qu'à des associés existants ou à leurs héritiers ou ayant-droit de ses associés agissant en tant que trustee et ce, sous réserve des dispositions des Statuts et de la Loi, toute part sociale peut être transférée à tout moment par tout associé à toute personne, avec le consentement préalable écrit de tous les autres associés, sous réserve de l'accomplissement de toute condition sur base de laquelle ce consentement est donné.

Art. 8. Restrictions du Transfert de Part Sociale.

8.1. Le droit de transférer ou de céder une part sociale ou tout intérêt de celle-ci (sauf en ce qui concerne les transferts effectués conformément à l'Article 7.1.) est soumis aux restrictions énoncées dans cet Article 8 et dans la Loi.

8.2. Avant de transférer ou de céder toute part sociale (ou tout intérêt de celle-ci), le Cédant doit signifier un Avis de Transfert à la Société précisant le nombre de parts sociales en question, et l'Avis de Transfert devra instituer la Société comme son agent pour la vente de ces parts sociales à tout associé ou associés. Sauf disposition contraire de ce présent article, un Avis de Transfert une fois donné ou réputé avoir été donné ne sera pas révocable sauf avec le consentement du conseil de gérance.

8.3. Immédiatement après la réception d'un Avis de Transfert, le conseil de gérance de la Société (à l'exception du Cédant, si c'est un gérant, et tout autre personne qu'un gérant qui est un parent du Cédant ou qui est le conjoint ou le partenaire civil du Cédant ou de tout autre parent) doit convenir du Prix de Transfert avec le Cédant. Dans le cas où le Prix de Transfert n'est pas déterminé dans les 14 jours qui suivent la réception de l'Avis de Transfert par la Société, le Prix de Transfert sera le prix déterminé par le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises agréés de la Société (à la demande et aux dépens de la Société), agissant en tant qu'experts et non arbitres, sur les bases suivantes:

(i) en déterminant la valeur de marché qui est, de l'opinion des commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises agréés, le montant qu'un acheteur consentant offrirait à un vendeur consentant aux conditions normales du marché pour l'ensemble des Parts Sociales à Vendre à la date de réception de l'Avis de Transfert par la Société (ou, le cas échéant, la date à laquelle l'Avis de Transfert est réputé avoir été donné), en tenant compte de tous les droits pertinents et restrictions attachées à ces parts sociales et (pour éviter tout doute), reflétant une décote minoritaire appropriée.

(ii) en divisant le chiffre obtenu par le nombre de Parts Sociales à Vendre.

8.4. Si les commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises agréés refusent d'agir ou si la Société n'a pas nommé de commissaire aux comptes ou si le Cédant n'est pas d'accord avec le prix déterminé par les commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises agréés, le Prix de Transfert sera le prix déterminé par un expert (l'Expert) nommé par une majorité des associés sur la demande de la Société et nommé par et au dépens de la Société. L'Expert doit agir comme expert et non comme arbitre et doit déterminer le Prix de Transfert sur la même base que celle requise pour les commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises agréés en vertu de l'article 8.3. Les honoraires de l'Expert seront payés par la Société et la Société devra s'assurer qu'il est donné à l'Expert toute l'assistance dont il a besoin ainsi que l'accès à toutes les informations qu'elle détient et tout contrôle que l'Expert peut raisonnablement exiger afin de déterminer le Prix de Transfert.

8.5. La détermination du Prix de Transfert par le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises agréés ou, le cas échéant, l'Expert, sera, en l'absence d'erreur manifeste, finale et engagera la Société et le Cédant.

8.6. Les Parts Sociales à Vendre, dans les 14 jours suivant l'accord ou la détermination du Prix de Transfert, seront offertes par la Société à chaque associé (autre que le Cédant et que toute autre Personne Exclue) pour achat au Prix de Transfert. Toutes les offres seront faites par avis écrit et seront limitées dans le temps (entre 30 et 42 jours inclus) pendant lequel l'offre doit être acceptée or, à défaut, sera réputée avoir été déclinée. Une copie de ces offres sera au même moment envoyée par la Société au Cédant.

8.7. La Société offrira les Parts Sociales à Vendre sur la base suivante:

(i) s'il y a plus d'un associé auquel une offre doit être faite, les Parts Sociales à Vendre seront offertes à ces associés proportionnellement autant que possible du nombre de parts sociales qu'ils détiennent, et la décision du conseil de gérance quant au nombre de parts sociales qui doivent être «en proportion autant que possible du nombre de parts sociales qu'ils détiennent» sera irréfutable.

(ii) tout associé auquel des Parts Sociales à Vendre sont offertes peut les accepter toutes ou seulement une partie de celles qui lui sont offertes;

(iii) chaque associé à qui l'offre est faite (s'il y en a plus d'un) sera invité à indiquer, s'il accepte le nombre de Parts Sociales à Vendre qui lui est offert en conformité avec l'Article 8.7 (i), s'il désire acheter toutes les Parts Sociales à Vendre offertes aux autres associés dans la même offre que ces derniers refusent d'accepter (ces Parts Sociales à Vendre étant désignées comme des «parts sociales excédentaires»), et le cas échéant le nombre maximum qu'il souhaite acheter.

(iv) les parts sociales excédentaires, le cas échéant, seront affectées entre les associés qui ont indiqué leur souhait de racheter ces parts sociales excédentaires. La Société sera autorisée à acheter tout ou partie des parts sociales excédentaires en conformité avec les dispositions de la législation luxembourgeoise. Si le nombre de parts sociales excédentaires disponible est insuffisant, celui-ci sera affecté entre les associés cherchant à les acheter comme suit:

(i) tout associé qui n'a cherché à acheter que son droit proportionnel de parts sociales excédentaires (calculé par référence à la proportion de la participation totale des parts sociales des associés cherchant à acheter les parts sociales excédentaires représentée par la participation de cet associé) se verra affecter la totalité des parts sociales excédentaires qu'il a cherché à acheter; et

(ii) tout associé ou associés qui ont cherché à acheter plus que leur droit proportionnel auront le nombre de parts sociales excédentaires appliqué revu à la baisse (si plus d'un) en proportion de leurs participations respectives de parts sociales.

8.8. Sous réserve des dispositions de l'Article 8.7, les Acheteurs seront tenus d'acheter les Parts Sociales à Vendre qui leur sont allouées en vertu des dispositions de cet Article au Prix de Transfert.

8.9. Au plus tard sept jours après l'expiration de la Période d'Acceptation, la Société doit donner un avis écrit au Cédant indiquant soit:

(i) le cas échéant, qu'aucun associé n'a cherché à acheter les Parts Sociales à Vendre ou, autrement;

(ii) le nombre de Parts Sociales à Vendre que les associés ont cherché à acheter, indiquant le nom et l'adresse de chaque Acheteur et le nombre de Parts Sociales à Vendre qui seront achetées par chacun d'eux.

8.10. Dans le cas où il est donné un avis au Cédant conformément à l'Article 8.9 (ii), le Cédant sera tenu, au paiement du Prix de Transfert, de transférer les parts sociales en question aux Acheteurs respectifs. La vente et l'achat seront enregistrés dans le registre des associés de la Société pendant les heures normales de travail du premier jour ouvrable après l'expiration de 14 jours à compter de la date de signification de l'avis prévu à l'Article 8.9(ii).

8.11. Sous réserve des Statuts et de la Loi, le Cédant peut transférer les Parts Sociales à Vendre à toute personne ou personnes dans les circonstances suivantes:

(i) si la Société échoue dans la Période d'Acceptation, à trouver un Acheteur ou des Acheteurs pour toutes Parts Sociales à Vendre, le Cédant peut céder tout ou une partie des Parts Sociales à Vendre;

(ii) si la Société, dans la Période d'Acceptation, trouve un Acheteur ou des Acheteurs pour quelques Parts Sociales à Vendre (mais pas pour toutes), le Cédant peut céder tout ou une partie des Parts Sociales à Vendre pour lesquelles aucun Acheteur n'a été trouvé;

soumis aux restrictions suivantes:

(i) les parts sociales ne pourront être vendues après expiration de trois mois après la date à laquelle l'avis est donné en vertu de l'Article 8.9;

(ii) les parts sociales doivent être vendues par une vente de bonne foi à un prix qui ne sera pas inférieur au Prix de Transfert, le conseil de gérance pouvant exiger la preuve que les parts sociales ont été transférées en vertu d'une vente de bonne foi pour une contrepartie prévue dans l'acte de transfert, sans aucune réduction, rabais ou indemnité que ce soit pour l'acheteur,

(iii) aucune part sociale ne peut être transférée ou cédée, conformément au présent Article 8.11, par toute personne qui est une Personne Exclue à moins que le conseil de gérance décide d'approuver un tel transfert ou une telle cession.

8.12. Afin de s'assurer que le transfert de parts sociales est dûment autorisé en vertu de ces Statuts et qu'aucune circonstance n'a surgi en raison de laquelle un Avis de Transfert aurait été requis, le conseil de gérance peut à tout moment requérir de tout associé ou ancien associé ou de toute personne nommée à titre de cessionnaire qu'il fournisse tout instrument de transfert déposé pour enregistrement à la Société ainsi que toute information que le conseil de gérance jugera raisonnablement adaptée concernant toute question qu'il estimera utile. Si cette information n'est pas fournie à la satisfaction raisonnable du conseil de gérance dans un délai raisonnable suivant sa demande, les gérants sont en droit d'exiger par avis écrit qu'un Avis de Transfert soit donné à l'égard des parts sociales concernées. Si l'information divulguée (de l'avis raisonnable du conseil de gérance) qu'un Avis de Transfert aurait dû être donné à l'égard de toutes parts sociales, le conseil de gérance peut demander par avis écrit qu'un Avis de Transfert soit donné à l'égard des parts sociales concernées.

8.13. La référence à l'article 8.12 à un associé ou ancien associé comprend les représentants personnels, syndic de faillite, receveur ou liquidateur de tout associé et de tout adjoind.

8.14. Afin d'éviter tout doute, les références dans le présent Article 8 de disposer des parts sociales ou de tout intérêt dans celles-ci comprendra la transmission de parts sociales (ou de tout intérêt dans celles-ci) en raison de la faillite d'un membre ou autrement par application de la Loi. Le conseil de gérance doit exiger qu'un Avis de Transfert soit donné à l'égard de toutes parts sociales, conformément à l'Article 8.12, s'il y a eu une transmission de ces parts sociales (ou de l'intérêt de celles-ci) qui n'était pas en conformité avec les dispositions des Articles 6 à 8 en ce qui concerne les transferts de parts sociales.

8.15. Dans tous les cas où le conseil de gérance peut demander qu'un Avis de Transfert soit donné en ce qui concerne toutes parts sociales, si un Avis de Transfert n'est pas dûment donné dans un délai de 14 jours suivant la demande, un Avis de Transfert, sauf et dans la mesure où un acte dûment exécuté de transfert de ces parts sociales en faveur d'une personne à qui elles peuvent être transférées conformément à l'Article 7.1 doit avoir été déposé avant l'expiration de ce délai, est réputé avoir été donné à l'expiration de cette période.

8.16. Les restrictions imposées par le présent Article peuvent être levées en relation avec tout projet de transfert de parts sociales, avec le consentement de tous les associés qui auraient autrement été en droit d'avoir de telles parts sociales qui leur sont offertes conformément à l'Article 8.7, sous réserve des dispositions applicables de la Loi.

8.17. Les parts sociales ne peuvent être transférées en raison de la mort d'un membre à un non-membre qu'avec l'accord de tous les associés survivants tel que mentionné à l'Article 7.

8.18. Dans tous les cas, le bénéficiaire du transfert incluant la réserve héréditaire et l'époux survivant, seront réputés avoir envoyé un Avis de Transfert au conseil de gérance de la Société dans les 30 jours suivant la mort de l'associé.

8.19. Les associés restant de la Société bénéficient d'un droit de préemption tel que décrit aux points 8.3 à 8.16 à l'exception du point 8.14. Les droits attachés aux Parts Sociales à Vendre seront suspendus jusqu'à l'expiration de la Période d'Acceptation.

Art. 9. Parts sociales.

9.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

9.2. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

9.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

9.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 10. Nomination et Révocation des gérants.

10.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

10.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 11. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

11.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social et aux Statuts.

(ii) Le Conseil peut, par une résolution prise à l'unanimité, déléguer des pouvoirs spéciaux et limités à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

11.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg. Une réunion ne sera valablement tenue que si tous les gérants sont présents en personne à Luxembourg, participent de manière électronique ou participent à Luxembourg par le biais d'un mandataire agissant en vertu d'une procuration conformément à l'Article 11.2 (iv) ci-dessous.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil ou toute autre personne peut être nommée comme mandataire par le biais d'une procuration pour autant que le mandataire ainsi que ladite procuration soient unanimement approuvés par tous les gérants préalablement à cette nomination.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si tous ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil ne sont valablement adoptées qu'à l'unanimité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

11.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de trois (3) gérants, ou par la signature conjointe de deux (2) gérants si le Conseil de Gérance se compose de deux (2) gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués dans l'hypothèse où la preuve écrite de cette délégation est fournie.

Art. 12. Gérant unique.

12.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, le seul pouvoir du Gérant unique sera le pouvoir de coopter 2 gérants supplémentaires et de convoquer ou consulter par écrit sans délais inutiles les Associés en vue de ratifier (ou non) cette cooptation sous les conditions de l'article 14.

12.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique seulement dans la mesure où cela concerne la cooptation de gérants additionnels ou des matières y liées.

Art. 13. Responsabilité des gérants.

13.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 14. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

14.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous

les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

14.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 15. Associé unique.

15.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

15.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

15.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 16. Exercice social et approbation des comptes annuels.

16.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

16.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

16.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

16.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 17. Réviseurs d'entreprises.

17.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

17.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 18. Affectation des bénéfices.

18.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

18.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

18.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant,

augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 19. Dissolution - Liquidation.

19.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

19.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 20. Dispositions générales.

20.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

20.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées et agréées préalablement par le Conseil.

20.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

20.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

VIII. Définitions

Acheteur: un acheteur de Parts Sociales à Vendre en conformité avec les Articles 7 ou 8;

Avis de Transfert: un avis écrit signifié ou réputé avoir été signifié par un membre de la Société en conformité avec l'Article 8.2

Cédant: un associé qui a donné un Avis de Transfert ou qui est réputé avoir donné un Avis de Transfert.

Failli: une personne ou une entité sujette à une pétition de faillite, concordat, sursis de paiement, gestion contrôlée ou à la nomination d'un administrateur provisoire et à toutes procédures similaires tant au Luxembourg qu'à l'étranger affectant les droits des créanciers en général;

Parts Sociales à Vendre: toutes les parts sociales comprises dans un Avis de Transfert;

«parts sociales»: parts sociales ordinaires dans le capital social de la Société indépendamment de leur classe;

Patient: une personne qui manque de capacité tel que défini dans les articles 490 et suivants du Code Civil luxembourgeois;

Période d'Acceptation: la période durant laquelle une offre faite conformément à l'Article 8.6 est ouverte pour acceptation;

Personne Exclue: tout associé à qui le conseil de gérance peut requérir de donner un Avis de Transfert conformément à l'Article 8.12 (et donc que ce membre doit être une Personne Exclue tout au long de ce temps pendant lequel le conseil de gérance peut requérir un Avis de Transfert, mais pas par la suite);

le Prix de Transfert: le prix par Part Sociale à Vendre convenu et déterminé en conformité avec les Articles 8.3 et 8.4;

«transfert» comprendra, sauf si le contexte l'indique autrement:

(i) une vente, transmission ou autre cession de tout intérêt légal équitable dans une part sociale; et

(ii) toute renonciation ou toute autre direction par un membre ayant droit à une attribution ou un transfert de parts sociales que ces parts sociales soient attribuées, émises ou transférées à une autre personne.

131711

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les douze mille cinq cents (12,500) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, Anglo Securities Holdings Limited, représentée comme indiqué ci-dessus, et libérées entièrement moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à 1.250,- EUR.

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une période indéterminée:
 - Monsieur Paul HARVEY, directeur de Société, né à Plymouth, le 20 décembre 1972, résidant à La Grange, Le Cabot Farm, La Rue a don, Grouville, Jersey JE3 9GD; et
 - Monsieur Cornelius BECHTEL, directeur de Société, né à Emmerich, le 11 mars 1968, résidant au 38 Rue Jean-Baptiste Esch, L-1473 Luxembourg.
2. Le siège social de la Société est établi au 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant, par nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 septembre 2013. Relation GRE/2013/3818. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013133869/782.

(130163497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

DKG-Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 1, rue Portland.

R.C.S. Luxembourg B 143.301.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013134035/11.

(130163544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Europarking S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 60.836.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 24/09/2013.

Référence de publication: 2013134077/10.

(130163482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Ektornet Latvia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.317.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 1^{er} juillet 2013

L'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Deuxième résolution

L'assemblée DECIDE d'élire au Conseil d'administration en tant qu'administrateurs de

Catégorie A:

- Fredric Blommé Sekund, né le 13 avril 1979 à Vaxholm en Suède et résidant professionnellement à Brunkebergstorg 8, SE-10534 Stockholm, en remplacement de madame Åsa Andersson.

- Tiina Norberg, née le 6 novembre 1964 à Tartu Estland en Suède et résidant professionnellement à Brunkebergstorg 8, SE-10534 Stockholm.

Catégorie B:

- Charlotta Petersen, née le 24 octobre 1969 à Köping en Suède et résidant professionnellement à Brunkebergstorg 8, SE-10534 Stockholm, en remplacement de monsieur Krister Moberger.

Le mandat des administrateurs prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'année 2014.

Quatrième résolution

L'assemblée DECIDE de nommer, en remplacement de la fiduciaire Marc Muller Sàrl, le Commissaire aux comptes Deloitte Audit Sàrl, enregistré sous le numéro de registre RCSL B067895, 560 rue de Neudorf, LUXEMBOURG L-2220, pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'année 2014.

Extrait des lettres actées le 30 juin 2013

Monsieur Frédéric Muller démissionne avec effet immédiat de ses fonctions d'administrateur de catégorie B de la société Ektornet Latvia.

Monsieur Laurent Muller démissionne avec effet immédiat de ses fonctions d'administrateur de catégorie B de la société Ektornet Latvia.

Luxembourg, le 16 Septembre 2013.

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2013134067/32.

(130163742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Edilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 37, rue des Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 27.805.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2013134066/10.

(130163398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Fachmarkt Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 155.753.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134087/10.

(130163083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.